

**LE GUIDE
DES
FESTIVALS
DE L'ÉTÉ**
**Notre cahier
spécial**

32 PAGES CENTRALES

MAIA FLORE

Libération



CYRIL ZANNETTIACCI. VU

Télé Vioc Y a pas d'âge pour être jeune

PAGES 12-13

Enquête Julie Gayet. le cinéma et les embarrassants Rafale indiens

PAGES 10-11

20 ANS APRÈS LE NON AU REFERENDUM EUROPÉEN QU'EST DEVENU LE «PLOMBIER POLONAIS» ?

Le 29 mai 2005, le vote sur le traité pour une Constitution européenne a fracturé le monde politique français, en particulier la gauche, entre «nonistes» et «ouiistes». Que reste-t-il de ce moment charnière?

PAGES 2-5

(PUBLICITÉ)

TSFJAZZ CONCERTS GRATUITS

LA DÉFENSE JAZZ FESTIVAL

23 > 29 juin 2025 **HERBIE HANCOCK**

ANGÉLIQUE KIDJO • DHAFER YOUSSEF
GOGO PENGUIN • GROUNDACTION • JALEN NGONDA
SAMPA THE GREAT • LA CHICA & EL DUENDE ORCHESTRA...

Co se passe à Paris La Défense

hauts-de-seine LE DÉPARTEMENT



EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Fracture

Bien avant «le diktat de Bruxelles» ou «Brexit veut dire Brexit», le 29 mai 2005, c'était il y a vingt ans, les Français rejettent le traité constitutionnel européen (TCE) qui leur était soumis par référendum. Ce jour-là,

54,7% des électeurs avaient choisi le «non», alors que beaucoup coyaient encore au «oui». Une image qui s'était imposée dans la campagne, popularisée par Philippe de Villiers et autres souverainistes et nationalistes, a largement contribué à cette victoire surprise du non: celle du «plombier polonais», cet ouvrier migratoire qui se passerait quasiment de salaire pour voler le pain des bons Français. Triomphante en France, la métaphore allait avoir un succès grandissant dans d'autres pays, en particulier au Royaume-Uni.

Si l'argument était simpliste, voire trompeur, sa réussite tenait à sa capacité de concentrer le débat sur le fonds du projet européen, fracassant au passage l'invulnérabilité des deux grands partis. La gauche en particulier s'écharpera pendant des années: le traité proposé était-il l'abolition du nationalisme ranci du vieux continent, ou au contraire la sacralisation du libéralisme débridé de son avenir? Depuis, bien des plombiers polonais sont revenus dans leur pays, désormais bon élève de l'économie européenne, et la fracture à gauche a changé

de place. Notre enquête revient sur ce moment clé de l'histoire politique française, revisitant au passage les débats violents qu'il suscita au cœur même de la rédaction de *Libération*. Si la gauche française a abandonné aujourd'hui la rhétorique contre Bruxelles, c'est essentiellement grâce à un texte de 2018 garantissant aux travailleurs détachés une rémunération égale à celle de leurs collègues en France, et la même convention collective. Mais des constantes sont toujours là, comme le routier bulgare ou les débats animés à *Libé*. ◆

REFERENDUM DE 2005

Comment le débat s'est attaché au travailleur détaché

Symbole d'une UE prête à céder aux sirènes du dumping social, le plombier polonais a fracturé l'opinion il y a vingt ans. Retour sur l'héritage social de ce «héros malheureux».

Par
FRANTZ DURUPT

Sa salopette à moitié dégrafée, ses biceps s'échappant de son tee-shirt blanc moulant, le blond musclé nous jette un regard bleu aguicheur en exhibant une clé à molette de compétition. Le 28 juin 2005, Piotr Adamski, un mannequin polonais de 23 ans, fait l'intéressant sur l'esplanade du Trocadéro, la tour Eiffel indifférente en arrière-plan, pour donner (son) corps à un ectoplasmme qui a agité, plusieurs semaines durant, le débat public français: le «plombier polonais».

Un mois avant cette séance photo, les Français ont voté «non» à 54,7% au traité constitutionnel européen (TCE) qui leur était soumis par référendum. Rejet sans ambiguïté d'un projet pourtant défendu par les deux principaux partis, l'UMP (futur LR, alors aux affaires à l'Elysée et au gouvernement) et le PS, ainsi que par la majorité des médias. Par-delà la complexité du texte, le débat a, au fond, porté sur la philosophie même du projet européen tel qu'il a été mis en œuvre depuis 1957: l'obsession de ses architectes pour un «marché unique» a-t-elle accouché d'un monstre antisocial? En promouvant, parmi les «objectifs de l'Union», la mise en place d'une

«économie sociale de marché hautement compétitive» et d'un «marché intérieur où la concurrence est libre et non faussée», l'article I-3 du traité constitutionnel européen (TCE) semblait, en tout cas, creuser cette veine, directement inspirée de l'ordolibéralisme allemand, qui place le consommateur au centre de tout.

OUBLIETTES

Comme tout cela peut sembler lointain, vingt ans plus tard. En juin 2024, à une semaine des élections européennes, le Premier ministre (pour quelques jours encore), Gabriel Attal, assurait ainsi que «la question du travail détaché, le fameux plombier polonais», avait été «réglée avec le président de la République»: «Plus personne n'en parle aujourd'hui, parce qu'on a obtenu de réviser les textes européens. A travail égal, salaire égal.» Aux oubliettes, les polémiques de 2005? Cette année-là, en tout cas, tout le monde parle effectivement du plombier polonais, propulsé symbole d'une Union qui, au nom de l'efficience du marché, met en concurrence ses travailleurs de nationalités différentes, conduisant à un nivellement par le bas de leurs droits - ce que l'on appelle, déjà, le «dumping social». «Le plombier polonais a été un héros malheureux de cette campagne»,

constatera, deux jours avant la victoire du «non», le premier secrétaire du PS de l'époque, François Hollande. Car dans les partis comme dans les médias, la gauche s'est séparée en deux camps, qui structureront durablement le paysage politique: de là, naîtra notamment, en 2008, le Parti de gauche du socialiste Jean-Luc Mélenchon qui tentera, avant de lancer La France insoumise en 2016, de coaliser ce «non» sous la bannière du Front de gauche. De manière moins durable, l'extrême droite, elle, verra monter en son sein des profils comme Florian Philippot, qui insisteront davantage sur leur refus d'une Europe libérale que sur ses fondamentaux xénophobes.

Le plombier polonais ne naît pourtant pas d'un article du TCE. Sa source se trouve dans une directive européenne sur les «services», dans les tuyaux des institutions bruxelloises depuis début 2004. Au cœur de cette directive, signée de l'ancien commissaire au Marché intérieur, Frits Bolkestein (mort en février 2025), une notion suscite la défiance: le «principe du pays d'origine», selon lequel une entreprise proposant ses services dans un autre Etat membre n'a pas à respecter la législation du pays d'accueil, mais celle de son propre pays. Là se trouve le danger, selon les opposants, puisque les salaires et les protections des

travailleurs polonais sont bien inférieurs à ceux des Français. La droite nationaliste se joint aux récriminations de la gauche politique et syndicale du «non», avec une personnalité qui se révélera plus vocale que les autres, le député européen Philippe de Villiers. C'est lui qui popularise l'allégorie, expliquant que «cette affaire est très grave, car la directive Bolkestein permet à un plombier polonais ou à un architecte estonien de proposer ses services en France, au salaire et avec les règles de protection sociale de leur pays d'origine».

FICHE WIKIPÉDIA

Comme le relèvera en 2015, le professeur en sciences du langage, Jean-Marc Sarale, d'autres illustrations similaires ont été déjà employées dans la presse au cours des mois précédents, tel «un maçon polonais». Mais





Affiche pour le référendum de 2005. PHOTO SÉBASTIEN CALVET

c'est cette image du plombier qui connaîtra la postérité, et une fiche Wikipédia – on y lit d'ailleurs que Philippe Val, grand promoteur du «oui», aurait, le premier, dans un édito de *Charlie Hebdo* en décembre 2004, utilisé la formule. Sur ce point, le doute est permis : si Philippe Val se souvient d'avoir employé le concept, il précise : «*J'ignore si je l'ai inventé. J'ai dû entendre parler de ça et m'en suis servi...*»

Dès lors, la directive Bolkestein va devenir centrale dans la campagne, au point que son très libéral auteur se fendra d'une tournée des médias français en avril, portrait en dernière page de *Libé* compris, en expliquant toutes les difficultés qu'il a à trouver des ouvriers pour sa résidence dans le Nord. Son texte a pourtant peu à voir, dans son principe, avec les droits des travailleurs. Il vise à assouplir les règles

administratives d'installation des succursales d'entreprises souhaitant proposer leurs services dans un autre pays européen. Les droits des travailleurs détachés, eux, sont alors régis par une autre directive, en vigueur depuis 1996. Justement pour limiter le dumping social, elle prévoit qu'ils bénéficient du socle en vigueur dans le pays d'accueil : salaire minimum local, durée de congés payés... Des dispositions largement insuffisantes, selon un consensus qui s'installera par la suite. Après 2012, et pour tenter de contenir la montée de l'extrême droite en France et en Europe, les socialistes, de retour au pouvoir, mettent ce sujet à l'agenda européen et obtiennent un accord au niveau du Conseil avec davantage de «garde-fous». Emmanuel Macron, lui, promet bien, durant sa campagne présidentielle de 2017, de pousser à la révision de cette directive. Elle a ainsi été remplacée, en 2018, par un texte censé garantir aux travailleurs détachés une rémunération égale à celle de leurs collègues, et leur donner la possibilité de bénéficier des mêmes conventions collectives. Un progrès incomplet cependant : les routiers notamment sont exclus de ce nouveau cadre. Un rapport de la Commission européenne a relevé que de nombreux travailleurs souffraient encore d'une mauvaise application, et «*il reste un dumping au niveau des cotisations*», payées selon le pays d'origine, relève la députée européenne insoumise Leïla Chaibi. Bref, le plombier polonais n'est pas encore à égalité parfaite avec son confrère français.

RUPTURE DE CONFIANCE

Quant à la directive Bolkestein, elle a été définitivement adoptée en 2006, sans la notion du «principe du pays d'origine», donc dévitalisée. Mais le référendum de 2005 restera surtout, dans l'esprit de nombreux électeurs, associé à une rupture de confiance démocratique. Deux ans plus tard, en effet, les vingt-sept Etats membres adoptent, sans l'approbation directe des électeurs, le traité de Lisbonne, un décalque du projet rejeté. Le «non» n'aurait-il donc rien légué à l'histoire sociale ? Quelques signaux, ces dernières années, ont tout de même donné l'impression d'un infléchissement de l'Union vers plus de politiques sociales. A l'image de la directive sur la transparence des rémunérations, dont le gouvernement français vient de lancer le processus de transposition, et qui doit, dixit la Commission européenne, contraindre les employeurs à «prendre des mesures en cas d'écart de rémunération entre les femmes et les hommes supérieur à 5%». De celle de 2024 sur les travailleurs des plateformes, contestée par la France, qui établit une «présomption de relation de travail [...] dès que des faits indiquent la présence d'un contrôle et d'une direction». Ou de celle – timide – sur les salaires minimaux. Mais Leïla Chaibi souligne que ces évolutions ont eu lieu dans un contexte particulier, celui de l'après-Covid, durant lequel «les dogmes sont tombés».

Depuis, explique-t-elle, la tendance est à un retour en arrière, sur fond de guerre commerciale avec les Etats-Unis. Dernier exemple en date : Emmanuel Macron a demandé, la semaine dernière, que soit «écartée» la directive sur le devoir de vigilance, pourtant élaborée afin d'éviter des drames, comme celui du Rana Plaza. En 2013, 1135 ouvriers étaient morts dans l'effondrement de leur entrepôt au Bangladesh, au bout d'une cascade de sous-traitance, pour des vendeurs de vêtements européens. Explication de l'Elysée auprès de *Ouest-France* : «*Cette directive risque [...] très fortement de ne pas être au rendez-vous de la simplification et le rapport coûts-bénéfices, dans un monde économique qui s'est radicalement dégradé ces derniers mois, apparaît défavorable.*» De quoi rappeler la prose du traité constitutionnel européen. ◀

A gauche, le débat a laissé des traces mais s'est assagi

Si les divergences se sont résorbées entre anciens «nonistes» et «ouiistes» de gauche, la question européenne reste un point de désaccord entre sociaux-démocrates et mélenchonistes.

en nationalistes anti-européens, les «ouistes» en sociaux-libéraux adeptes d'une concurrence libre et non-faussée. «*La virulence et le côté excessif des arguments de la gauche du «oui» contre celle du «non» ont finalement joué en notre faveur*», se remémore aujourd'hui Olivier Besancenot, «noniste» à l'époque.

Pour la gauche, le 29 mai 2005 se révélera être, à bien des égards, une date historique. D'abord parce que le résultat soulignera, une nouvelle fois, le fossé entre les directions des partis et les classes populaires, qui ont très largement voté pour le «non». «*La mobilisation populaire, c'était derrière le «non» de gauche. Ça a montré que le PS était en grand décalage avec le peuple*», explique l'ancien insoumis Alexis Corbière qui, à l'époque, militait chez les roses. Mais surtout, «*c'était la démonstration qu'à gauche, une ligne de rupture avec le libéralisme pouvait être majoritaire*». Jean-Luc Mélenchon parle souvent du référendum comme d'un «moment fondateur». Celui qui le convaincra de quitter le PS trois ans plus tard pour créer son propre mouvement, le Parti de gauche, puis, ensuite, La France insoumise afin de défendre sa ligne de rupture.

«Nuances». Vingt ans après, un tel scrutin provoquerait-il la même déflagration à gauche ? «*Je ne sais pas quel serait le résultat d'un nouveau vote, nous n'aurions plus le même type de débat*», estime François Ruffin. Le fondateur du journal *Fakir*, «noniste» devant l'éternel, poursuit : «*Le «oui» a été obligé d'en rabattre après le martyre du peuple grec, de lâcher un peu les cordons de la Bourse. Et le «non» a pris en compte l'expérience de la crise du Covid, la guerre en Ukraine, les empires américains et chinois, conscient que tout ne se réglera pas en franco-français, à commencer par la crise climatique.*»

Corbière abonde : «*Avant, l'UE était une vache sacrée inattaquable pour certains. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Tout le monde critique la concurrence libre et non faussée.*» A gauche, tous les partis défendent, en effet, une forme de protectionnisme. Même si tout le monde n'assume pas le terme.

Le politologue Rémi Lefebvre observe la même tendance. «*Ce qui est très frappant, c'est de voir à quel point la conflictualité à l'égard de l'Europe a baissé à gauche. Il n'y a plus vraiment de débat. Autrefois, le PS ne pouvait pas envisager une quelconque critique de l'UE. Mais la gauche radicale a aussi modéré son discours*», note-t-il. Citant notamment l'abandon par Suite page 4

Suite de la page 3 les insoumis, en 2019, de l'alternative plan A-plan B, le second prévoyant une sortie unilatérale des traités européens si ceux-ci n'étaient pas renégociés. Désormais, «l'Avenir en commun», le projet insoumis remis à jour en début d'année, prévoit un plan B qui n'implique plus que d'appliquer leur programme «en assumant la confrontation avec les institutions européennes». «Ce qui était autrefois des ruptures sont des nuances», commente François Ruffin.

«Caricaturer». A tel point que quand elle s'est unie en 2022 au sein de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) et du

Nouveau Front populaire en 2024, la gauche s'était mise d'accord, sans trop de difficulté, sur le chapitre «Europe» des programmes. «Nous partageons l'objectif commun de mettre fin au cours libéral et productiviste de l'Union européenne et de construire un nouveau projet au service de la bifurcation écologique, démocratique et solidaire, même si nos histoires avec la construction européenne diffèrent», expliquaient d'une seule voix les partenaires dans le programme de la Nupes. De quoi faire dire aux plus unitaires qu'une candidature unique en 2027 est possible. «On a démontré que ce n'est pas la grande question qui empêche l'union de la gauche et des écologistes au-

jourd'hui, même s'il existe quelques points de frictions», pose Alexis Corbière. Mais à moins de deux ans de la présidentielle, tout le monde ne partage pas cet avis. Sans surprise, les potentiels prétendants qui esti-

ment qu'une candidature unique n'est pas souhaitable voient la question européenne comme une divergence indépassable. C'est le cas de Raphaël Glucksmann : l'eurodéputé social-démocrate assure dans *le Monde* être en «*contradiction frontale*» avec Jean-Luc Mélenchon sur l'UE. «Ils sont anti-Europe», tacle un proche du patron de Place publique. Une position qui n'est pas partagée par ses partenaires du PS. «Les désaccords sont réels mais ça ne sert à rien de caricaturer. Ce serait une erreur de dire que LFI est anti-européenne», explique Christophe Clergeau, le «monsieur Europe» du PS. «On n'a pas une relation "pour" ou "contre" l'UE, mais une relation po-

litique. Nous ne sommes pas dans un débat émotionnel. On se définit comme anti-libre échange, anti-mise en concurrence de nos services publics...» répond la cheffe de file insoumise au Parlement européen, Manon Aubry. Selon elle, la question européenne est toujours une ligne de fracture, notamment avec la social-démocratie. «Ils ont toujours cette relation naïve et bourgeoise à l'UE, sans se rendre compte des impacts concrets sur les ouvriers», grince-t-elle. De quoi esquisser plusieurs candidatures pour 2027. Et donc une élection où, contrairement au 29 mai 2005, il pourrait n'y avoir, à gauche, que des perdants.

SACHA NELKEN

Quand elle s'est unie en 2022 et en 2024, la gauche s'est mise d'accord, sans trop de difficulté, sur le chapitre «Europe».

Le projet d'un «souverainisme des deux rives» restera à quai

En 2005, l'opposition au traité constitutionnel européen rapprochait les eurosceptiques de droite et de gauche. Une noce illusoire qui ne prospérera jamais.

L'histoire du «souverainisme des deux rives» commence par un dîner. Il y en aura d'autres, et même seulement cela : des dîners en ville, dans des arrondissements parisiens à un chiffre, pendant la petite quinzaine d'années qu'à vécu cette sensibilité politique, qui voulait rapprocher les éléments de la droite et de la gauche hostiles à la construction européenne. Sans jamais parvenir à transformer l'essai, malgré la victoire du «non» au référendum de 2005 qui a longtemps persuadé ses tenants que l'aventure était possible. Ce soir du 15 janvier

2002, donc, à deux pas du parc Monceau, un candidat à la présidentielle, ex-ministre socialiste, Jean-Pierre Chevènement, rompt le pain avec le réactionnaire Philippe de Villiers, qui a réuni, trois ans plus tôt, près de deux millions de voix aux européennes de 1999 sur une ligne eurosceptique. Les dîneurs complotent pour un ticket commun à la présidentielle, imaginent un coming out au Puy du Fou, le complexe de loisirs vendéen aux mains de Philippe de Villiers.

Amis du «Che». «On croyait encore aux deux rives», relate Paul-Marie Coûteaux, alors eurodéputé villiériste, qui a joué l'entremetteur. La suite a prouvé que le logiciel ni droite ni gauche ne marchait pas. En effet : les amis du «Che» (Chevènement), venus surtout de la gauche, renâclent à cette alliance, le philosophe Régis Debray s'indigne, l'affaire capote et Chevènement expire à 5,33% au premier tour

de la présidentielle, en avril. Les réticences des anciens socialistes ne sont pas infondées : ce Coûteaux, élu avec Villiers en 1999, ne pousse-t-il pas le Conseil national souverainiste, une officine transpartisane, à appeler à voter pour Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle ? Le souverainisme des deux rives semble surtout une manigance pour désenclaver l'extrême droite. Deux hommes l'ont bien compris et s'y attellent, dès cette époque. Le premier, Eric Zemmour, a chroniqué avec espoir dans *le Figaro* l' entrevue entre Villiers et Chevènement. Le second, Patrick Buisson, qui puise dans la plus traditionnelle réaction son rejet de la société libérale-libertaire, invite Mélenchon sur son émission de LCI et, obsédé des sondages, réussit l'exploit de prévoir le résultat du référendum de 2005. Mais c'est à un président de droite qu'il louera ses conseils pendant cinq ans. Sarkozy qui ratifiera le traité de

Lisbonne et portera, selon les souverainistes, la tache de la trahison après le «non» du scrutin de 2005. Le courant est trop fort : presque toujours, les personnages de cette histoire se voient drossés sur l'une ou l'autre rive.

Identitaire. Une autre figure montante de la politique ne manquera pas de le leur reprocher : Marine Le Pen. Certes, le FN de cette époque n'a rien d'une force d'avenir : au moment de lancer sa campagne du «non», son leader de 76 ans est encore englué dans une énième polémique, provoquée par des propos négationnistes. Lassée, l'héritière, elle, s'est mise en retrait du parti, mais mûrit les leçons de 2005, qui semblent valider le slogan frontiste «ni droite ni gauche» et lui offrir un créneau politique inespéré. Une rencontre va féconder cette intuition. Elle a lieu, à nouveau, lors d'un dîner parisien organisé par... Paul-Marie Coûteaux, un soir de 2009, avec un jeune énarque, venu du chevènementisme, lui aussi obsédé par les sondages. Florian Philippot est persuadé que la victoire du FN est possible, à condition de recréer cette France du «non», rétive à l'Union européenne, qui s'est exprimée en 2005. Pour ce faire, il concocte avec Marine Le Pen un programme de rupture : refus de choisir entre Sarkozy et Hollande, demandes répétées d'un référendum sur la sortie de l'UE, sortie de la monnaie unique...

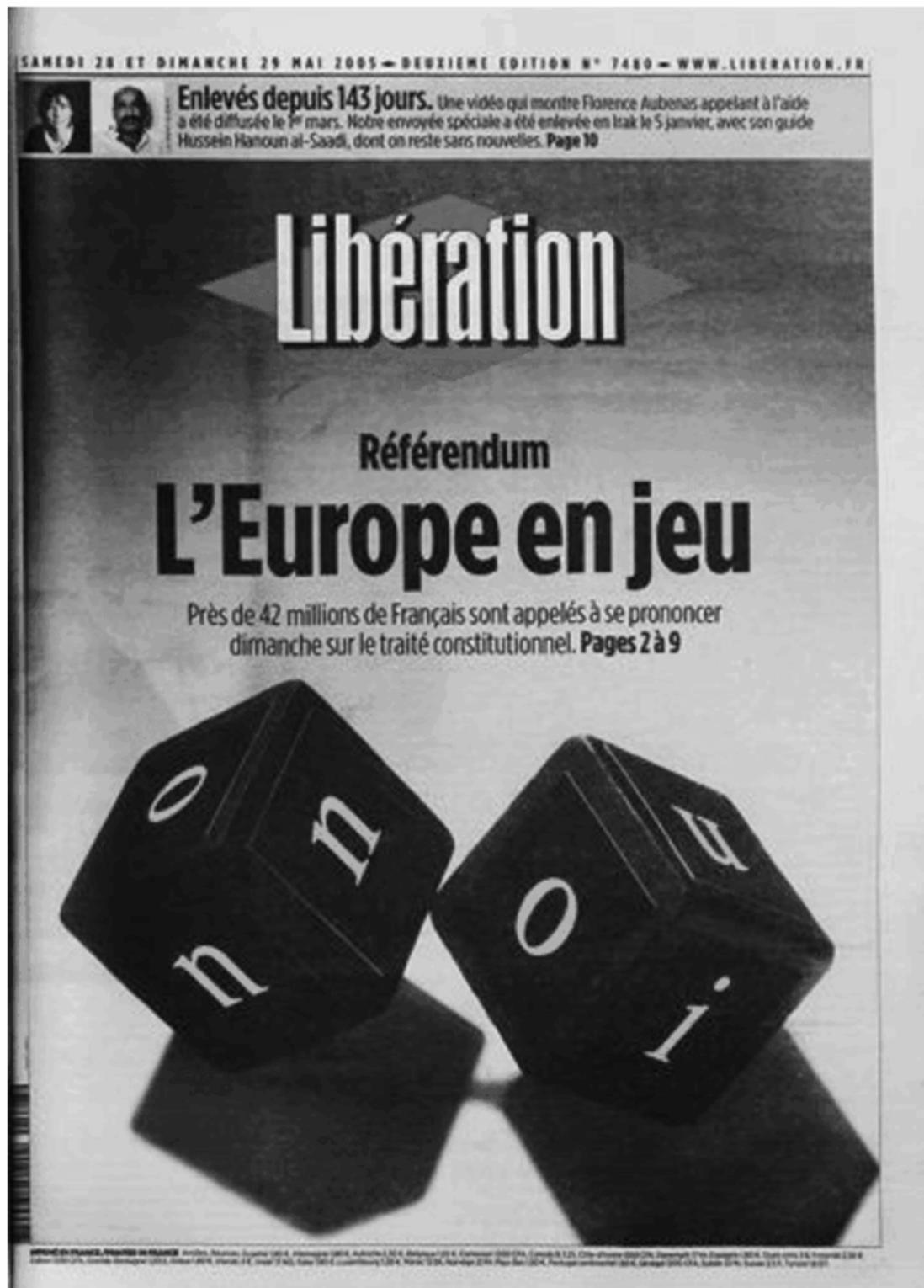
Une vague mondiale semble porter ce mouvement avec les victoires du Brexit et de Trump en 2016. Las. L'obsédé des sondages Philippot refuse de constater l'évidence : la sortie de l'UE effraie plus qu'elle n'attire. La séche défaite de 2017 débouche sur un examen de conscience frontiste : malgré les œillades à Mélenchon, aucun souverainiste de gauche n'a franchi le Rubicon. En 2018, Philippot claque la porte et la critique de l'UE perd sa centralité au sein de l'extrême droite, au profit d'un discours plus identitaire, nourri par les attentats islamistes de 2015. Zemmour l'a formulé dans *Un quinquennat pour rien* (Albin Michel, 2016) : «La question de la souveraineté se pose encore, mais elle n'est plus centrale. Celle de l'identité l'a remplacée au firmament des urgences historiques.»

De fait, Marine Le Pen fait aujourd'hui alliance avec Eric Ciotti et considère que l'UE peut être changée de l'intérieur. Sacré changement. Rédacteur en chef chargé des pages Idées du *Figaro*, Alexandre Devecchio a chroniqué cette période du souverainisme des deux rives des années 2010. Aujourd'hui, il la voit comme une période de «*recomposition du divage droite-gauche*». «L'idée de souveraineté s'est imposée partout sur l'échiquier politique et on a aujourd'hui une droite identitaire et souverainiste qui s'oppose à une gauche plus identitaire et plus souverainiste», juge-t-il.

NICOLAS MASSOL



Jean-Pierre Chevènement, partisan du «non», à Strasbourg le 11 mai 2005. PHOTO PASCAL BASTIEN.



La une de Libé à la veille du référendum de 2005 LIBÉRATION



Libération au lendemain du vote.

«Libération» en 2005, un «journal coupé en deux»

Entre affrontement générationnel et fossé hiérarchique, le référendum de 2005 a divisé la rédaction. Des journalistes reviennent sur les profonds désaccords de l'époque.

Nous sommes en mai 2005. Toute la France est divisée. Toute? Oui. Un peu partout dans le pays, le débat sur le traité constitutionnel européen, soumis au référendum, anime les meetings politiques, clive les réunions publiques et provoque esclandres et déchirements dans les dîners de famille. Et à l'image de la France, la rédaction de *Libération* – encore dirigée à l'époque par son cofondateur, Serge July – ne fait pas exception. «*Le journal était coupé en deux*», se souvient l'actuel directeur délégué de la rédaction, Paul Quiñio, à l'époque reporter au service politique.

A *Libé*, environ 350 salariés à ce moment-là, la division est double. Il y a d'abord ce que Michel Becquembois, alors journaliste au service édition, considère être un «affrontement générationnel», entre une jeunesse pour qui «l'Europe peut être

remise en cause» et qui soutient proportionnellement davantage le «non» et une ancienne génération, qui a grandi dans le souvenir de la guerre, et pour qui la construction européenne «ne se discute pas et va de soi». Jean Quatremére, correspondant européen de *Libé* depuis janvier 1992, constate aussi cette «séparation générationnelle»: «Pour la mienne, l'Europe était une évidence totale. Mais pour les plus jeunes, ce n'était pas le cas.»

DÉBATS «TENDUS ET VIFS»

Un deuxième facteur de division est à chercher du côté du statut et de la position dans le journal. Pour grossir le trait, plus on avait de responsabilité à *Libé*, plus on était susceptible de voter «oui». «*La direction était pour le "oui". Les chefferies étaient pour le "oui", le service politique était pour le "oui"*», pointe Pierre Marcelle, tenant d'une ligne de gauche radicale et farouche partisan du «non», qui a défendu cette position dans sa chronique «Quotidienne». En face, on retrouve plutôt ce que cette ancienne grande gueule du journal appelle «*le petit peuple de Libération*» – soit «*l'édition, le secrétariat, les archivistes...*» Autant de personnes qui ont moins leur voix au chapitre dans les conférences de rédaction que «*le premier*

plumitif venu». «*Toute la direction était en faveur du "oui". Elle tenait le cap: massivement, unanimement pour le "oui"*», acquiesce Jean Quatremére. Dans le journal imprimé, cela donne des éditoriaux univoques – d'une direction exclusivement masculine – signés Serge July, Antoine de Gaudemar, Jean-Michel Thénard, Patrick Sabatier ou Jean-Michel Helvig. «*Nous avons pris des positions qui étaient logiques vis-à-vis de nos valeurs*», explique ce dernier, aujourd'hui à la retraite. *Libération a toujours été dans une optique d'ouverture et contre tout ce qui relevait du repli nationaliste.*»

Dans cette rédaction traditionnellement prompte à s'engueuler, il y a bien des débats. Ils sont «*tendus et vifs*» dans les souvenirs de Paul Quiñio, mais ne dérivent pas sur des «*engueulades ingérables*» et ne font pas infléchir la position du journal. «*C'était perçu par la direction, qui s'en foutait*», assure Pierre Marcelle. «*Elle était tellement sûre de son fait, ayant derrière elle un consensus médiatico-politique qui allait du Figaro à Libération, avec tous les partis, le président de la République, le Premier ministre...*» «*Dans le journal comme au-dehors, le débat est parti en sucette et est devenu totalement hors sujet*», juge Jean Quatremére. «*Il s'est fait sur les marchés*

intérieurs et est devenu complètement passionnel. On avait beau expliquer que le "non" ne changerait rien, que ce n'était qu'une réforme institutionnelle, qu'il n'y avait rien dans le fond des politiques, rien n'était fait.»

«PATHÉTIQUES COUPS DE RAMÉ»

«*Le "non" de gauche, c'était un tabou en interne à Libération*», juge Michel Becquembois. Pourtant les «*nonistes*», comme on les a appelés, sont nombreux, probablement majoritaires. Pierre Marcelle estime, lui, que cette position «*n'a jamais été prise au sérieux*», voire méprisée. Au fil des semaines, cela ne va pas en s'arrangeant. Le temps passe, le «*oui*» chute dans les sondages.

A la mi-mars, les courbes se croisent avec le «*non*». «*Les ouïstes n'argumentaient plus. Et, à Libération, c'était pareil. Nous, on se marrait quand on voyait de pathétiques coups de rame visant à expliquer que le bien, c'étaient eux, et le mal, c'était nous*», se rappelle le chroniqueur, devenu, en quelque sorte à cette époque, le porte-parole de son camp dans le journal. Pour ce dernier, pas de doute, c'est aussi «*l'arrogance du "oui" qui a fait voter "non"*». Certains, comme Michel Becquembois, l'actuel rédacteur en

chef chargé des éditions spéciales, pointent aussi une certaine déconnection des dirigeants du journal de l'époque vis-à-vis de la base.

Il faut dire que la campagne intervient alors que *Libération* est secoué depuis le mois de janvier par l'enlèvement en Irak de la journaliste Florence Aubenas et de son fixeur Hussein Hanoun. Evidemment, Serge July «*gère beaucoup ce dossier*», explique Michel Becquembois. Le directeur du journal se rend même, au mois de mars, à Bagdad, bien loin des considérations européennes qui traversent à ce moment-là la rédaction.

«LA VRAIE RUPTURE, LA VRAIE CRISE»

Ce détachement entre la tête et le corps du journal semble confirmé par Jean-Michel Helvig. «*Je n'ai pas eu l'impression qu'il y ait eu énormément de remous*», dit aujourd'hui l'ancien directeur adjoint, qui concède aussi ne pas avoir été «*vraiment au cœur de la rédaction*» à ce moment-là. Le non l'emporte le 29 mai avec 54,7% des voix et Serge July va embraser sa rédaction et une bonne partie de son lectorat en fustigeant dans son éditorial du lendemain, titré «*Chef-d'œuvre masochiste*», un «*désastre général et une épidémie de populisme* teinté de «*xénophobie*». «*Un édito remarquable, d'une violence totale*», salue rétrospectivement Jean Quatremére depuis Bruxelles, pour qui ce texte ouvre «*la vraie rupture, la vraie crise*» à *Libération*.

Le comité de rédaction matinal marque les mémoires. Le directeur, volontiers bagarreur, est violemment pris à partie par des journalistes. Certains pleurent. «*Avec cet édito, le débat explose. L'abcès se perce*», analyse Michel Becquembois. *Et la crise qui s'ensuit vient purger un débat non-dit et latent qui interroge le virage libéral pris par la gauche libertaire dans les années 80.* Cet épisode est aussi une étape vers la fin de l'époque incarnée par Serge July.

Autrefois omnipotent, le directeur est affaibli depuis le milieu des années 90 et l'échec d'une nouvelle formule, *Libé III*. En 2005, il se retrouve confronté à d'importantes difficultés économiques qui aboutissent au départ de plus de 50 salariés à la fin de l'année. Quelques mois plus tard, à la faveur d'un désaccord avec l'actionnaire de *Libération*, Serge July quitte le journal qu'il avait fondé avec Jean-Paul Sartre en 1973.

JEAN-BAPTISTE CHABRAN

LIBÉ.FR

«*C'était incompréhensible pour un lycéen comme moi*: souvenirs de primo-votants de 2005

Enguerran, Léa et Marc avaient 18 et 19 ans lors du vote pour le traité constitutionnel européen. Partisans du «*oui*» ou du «*non*», ils racontent comment cette élection a marqué la suite de leur parcours citoyen.

ÉDITOS /



François Bayrou à l'Assemblée nationale, mardi. PHOTO ALBERT FACELLY

Sur l'islam, Bayrou se démarque de Retailleau et d'Attal... et c'est heureux

Par JONATHAN BOUCHET-PETERSEN
Chroniqueur politique

«Je n'ai pas envie de faire de l'islam un sujet de fixation de la société française.» Invité ce mardi matin de BFMTV, François Bayrou a pris ses distances avec son ministre de l'Intérieur, le LR Bruno Retailleau, mais plus encore avec le président du parti macroniste et chef de file des députés Ensemble, Gabriel Attal, qui, pour tenter d'exister dans le débat médiatique, a formulé ces derniers jours des propositions qu'on croirait sorties de la bouche d'un responsable du Rassemblement national ou a minima de la droite extrême.

Déplorant une «mode» dans «un certain nombre de cercles», François Bayrou a affirmé qu'il «ne faut pas perpétuellement se livrer à ces surenchères qui dressent les Français les uns contre les autres». Et d'ajouter: «Je ne crois pas que ce soit de cette manière qu'on puisse traiter des questions de la vie en commun des différentes communautés et sensibilités religieuses en France», ajoutant qu'il allait falloir «vivre ensemble». Un discours apaisé et bienvenu, qui tranche avec les perpétuelles mises à l'index des Français de confession musulmane. Ce qui ne l'a pas empêché, une semaine après la publication d'un rapport sur l'influence des Frères musulmans – commandé par un Bruno

Retailleau bien décidé à s'en servir pour nourrir son agenda politique et électoral – d'évoquer des «faits inquiétants». Mais sans entretenir la moindre confusion entre l'islam tel qu'il est pratiqué par des millions de nos concitoyens et l'islam politique porté par une minorité agissante. Deux jours auparavant dans *la Tribune Dimanche*, l'un de ses proches, Marc Fesneau, était lui aussi monté au créneau pour dénoncer une «surenchère croissante», une «forme de trahison» du macronisme sur les sujets régaliens et une propension regrettable chez certains hiérarques du bloc central à porter les discours de la droite, voire de l'extrême droite. Le président du

groupe Modem à l'Assemblée a en particulier déploré les propositions inconstitutionnelles ou contraires au droit européen qui ne font selon lui que céder à la «démagogie ambiante toxique». Où comment cibler sans le citer la croisade dans laquelle s'est lancé Gabriel Attal, avec notamment sa proposition d'interdire le port du voile dans l'espace public aux mineures de moins de 15 ans. Lequel, loin d'occuper le centre gauche ou de se poser en héritier du macronisme de 2017, semble, au nom de la restauration de «l'autorité», marquer à la culotte Bruno Retailleau sur les sujets sécuritaires mais aussi identitaires, ce qui navre nombre de «ses» députés et la ministre de l'Education nationale, Elisabeth Borne. En droitisant à l'extrême les bornes du macronisme, Attal déplace de fait la fenêtre d'Overton, c'est-à-dire les limites idéologiques généralement admises dans le débat, pour le plus grand plaisir d'un Rassemblement national qui se donne pour objectif, lui, l'interdiction générale du voile dans l'espace public. Au-delà d'une question de principes républicains, Marc Fesneau souligne à raison que cette stratégie est électoralement vouée à l'échec tant Marine Le Pen et consorts profitent depuis près de deux décennies de cette extrême droïtisation des débats sur la place de l'islam dans notre société. Dans son livre-programme *Révolution*, Emmanuel Macron souhaitait que le débat sur l'islam soit «abordé de manière dépassionnée», défendant une stratégie de «reconquête positive de nos quartiers pour donner aux habitants une vraie place et un sentiment d'appartenance à une communauté solidaire, unie autour des mêmes valeurs». C'est peu dire que le macronisme a dérivé au fil des années d'exercice du pouvoir. Et aujourd'hui, le Modem semble bien davantage que Gabriel Attal fidèle à cette ambition originelle. ◆

Le jour où Jean Tiberi a esquivé ma question grâce à son clientélisme

Par THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique

Le tibérisme était un clientélisme quasiment assumé. Il semblait à Jean Tiberi, mort mardi 27 mai à l'âge de 90 ans (1), assez naturel de rendre des services et dans l'ordre des choses que ces services soient rétribués d'une façon ou d'une autre. En 1995, j'étais

journaliste au service politique de RTL. Jean Tiberi venait d'être élu maire de Paris; son mentor, Jacques Chirac, s'installait à l'Elysée. Tiberi, ancien premier adjoint de Chirac, était au faîte de sa puissance, persuadé de bénéficier de l'impunité que lui conférait sa proximité avec le nouveau président. *Le Canard enchaîné* venait de révéler que les deux enfants du nouveau maire

vivaient dans des logements sociaux gérés par la ville alors qu'ils touchaient, par ailleurs, des loyers d'appartements dont ils étaient propriétaires. Un jour de 1996, Jean Tiberi inaugure une place rénovée du Haut Belleville. Je suis chargé d'aller glisser mon micro sous le nez de l'édile afin de recueillir sa réaction à l'un des rebondissements judiciaires de cette affaire. Arrivé sur place, je cons-

tate que je suis le seul reporter radio et que j'aurai donc le petit scoop de l'exclusivité de sa réaction (c'était avant Internet). Je me précipite vers Tiberi, micro tendu, comme un sabre au clair, en prononçant ce genre de phrase de circonstance «Monsieur Tiberi, une réaction sur les dernières révélations sur les HLM de vos enfants?» Tiberi me stoppe net, met sa main sur mon micro et se penchant vers moi avec le petit sourire satisfait de celui qui a préparé son coup. Il me dit tout bas «ne me cherchez pas de fausses querelles... RTL a deux journalistes qui bénéficient de logements de la ville».

Et le maire de me glisser à l'oreille deux noms d'éminents membres de la rue Bayard. De retour à RTL, bredouille et furieux, je raconte la scène au directeur de la rédaction, gêné à la découverte des noms ou du moins de savoir que désormais je savais... Les heureux locataires seront obligés de déménager sur ordre de la direction de la rédaction. RTL put alors, quelques mois plus tard, y aller de ses révélations sur le scandale des faux électeurs. Ainsi fonctionnaient le chiraquisme municipal et son avatar tibérien. ◆

(1) Lire aussi pages 18 et 19

DOMAINE NATIONAL DE SAINT-CLOUD

ROCK'enSEINE

DU 20 AU 24 AOÛT 2025

20 AOÛT 2025

CHAPPELL ROAN
LONDON GRAMMAR

LUVCAT * SOFIA ISELLA * SUKI WATERHOUSE * SUNDAY (1994) * THÉA

21 AOÛT 2025

A\$AP ROCKY * VAMPIRE WEEKEND * DOECHII * KHRUANGBIN
BARRY CAN'T SWIM * MK.GEE * MONTELL FISH
ALEMEDA * BLOODY CIVILIAN * ENCHANTEE JULIA * GREENTEA PENG
STILL WOOZY * TORS * ZINADELPHIA

22 AOÛT 2025

ANYMA

AURORA * CARIBOU * EMPIRE OF THE SUN * FLOATING POINTS
I HATE MODELS * MARC REBILLET * WHOMADEWHO
ASH * BLASÉ * CALLING MARIAN * GOOD NEIGHBOURS
KIDS RETURN * LSDXOXO

23 AOÛT 2025

JUSTICE * JAMIE XX * JORJA SMITH
ARTEMAS * DABEULL * LUIDJI
BUSHI * JACOTÉNE * KABEAUSHÉ * JOHN MAUS * LA LOM
NONAME * ODEAL * SLOW FICTION * SOPHYE SOLIVEAU
CRÉATION FUTUR COMPOSÉ : PSYCHOTICS MONKS & GUESTS

24 AOÛT 2025

QUEENS OF THE STONE AGE * FONTAINES D.C.
LAST TRAIN * STEREOPHONICS * THE LIMIÑANAS * WALLOWS
BRYAN'S MAGIC TEARS * FAT DOG * KING HANNAH * KNEECAP * LÉONIE PERNET
PROVOKER * SHARON VAN ETEN & THE ATTACHMENT THEORY
SUUNS * SYLVIE KREUSCH * TVOD

INFOS ET RÉSERVATIONS WWW.ROCKENSEINE.COM

RCC 483 2513344 - Licence 07210 - ISSN 2025 - N°PL 0-25-020 - ILLUSTRATION : Ugo La Malfa

Revolut

GENERALI

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Saint Cloud

RATP

Brut.

Région
Île de France

InfoRockuptibles

L'ÉQUIPE

Libération

Deezer

france-tv

Inter

Par

CÉLIAN MACÉEnvoyé spécial à Maiduguri
(Nigeria)

Photos

FATI ABUBAKAR

Ibrahim Mohammed vit dans l'une des 500 maisons identiques alignées le long de la route numéro 4 de l'Etat de Borno, à Konduga, dans le nord-est du Nigeria. Le gouvernement a offert un toit – deux pièces rectangulaires nues – à sa famille pour le récompenser de sa bonne volonté : Ibrahim est un ancien combattant de Boko Haram qui a fait déflection. Il y a trois ans, il a rejoint une brigade de repents, retournant ses armes contre ses anciens frères jihadistes. Il a accepté de témoigner, avec l'autorisation de son chef, repenti lui aussi. Assis en tailleur sur une natte à l'ombre d'un auvent en paille tressée, il replonge dans ses années passées dans la forêt de Sambisa, renaire de l'organisation islamiste ultraviolente qui terrorise le Nigeria depuis une décennie. «J'avais 20 ans quand ils sont arrivés dans mon village, à Furi. Ils rassemblaient les hommes pour faire des sermons. Ils disaient que la vie au Nigeria n'était pas bonne. Qu'avec eux, on suivrait la bonne voie, celle de la religion.» Ibrahim s'est laissé convaincre. Un jour, à la fin du sermon, il les a suivis. Sans rien dire à ses proches.

Ibrahim a aujourd'hui 28 ans. De fines marques tribales strient ses joues. Il porte un caftan violet pardessus une marinière, un bonnet brodé et des sandales en plastique. Il se cure les dents avec un morceau de la natte. «Pendant la formation, les journées suivaient une cadence immuable : nous lisions le Coran et

NIGERIA DU «paradis» promis par Boko Haram au retour sur Terre

Dans le nord-est du pays le plus peuplé d'Afrique, plusieurs centaines de combattants ont quitté le groupe jihadiste ces dernières années pour se rendre aux autorités. Deux d'entre eux témoignent.

REPORTAGE

nous apprenions à manier les armes. Dans mon groupe, nous étions une cinquantaine. L'entraînement a duré un mois.» Cette période achevée, il a été affecté à une unité combattante.

«ON IRAIT AU PARADIS»

Pendant plusieurs années, Ibrahim a beaucoup prié, et beaucoup tué. Des soldats nigérians, des miliciens qui défendaient leur village, des factions rivales, des civils. «On célé-

brait la mort des militaires. Pour les exécutions de civils, si tu avais des doutes, il ne fallait surtout pas le montrer, sinon on t'aurait suspecté.» Ibrahim ne doutait pas vraiment. La vie était «bonne», dit-il. Les combattants étaient nourris, du bétail tué toutes les semaines pour eux. Boko Haram lui a donné une femme. Et même plusieurs. Il a bien été blessé à plusieurs reprises, à la lèvre, à l'épaule, mais «on nous a dit que

c'est comme ça qu'il fallait mourir, qu'on irait au paradis». Ibrahim n'était pas payé, mais «on pouvait demander de l'argent à notre supérieur pour un besoin spécifique, ils réglaient nos problèmes». Non, vraiment, la vie dans la forêt «n'était pas difficile», insiste-t-il. Il appartenait à l'organisation dirigée par Abubakar Shekau, le fantasque et sanguinaire leader de Boko Haram depuis la mort du fondateur du

groupe, Mohammad Yusuf, en 2009. A partir de 2020, Ibrahim a surtout combattu des dissidents ayant prêté allégeance à l'Etat islamique – leur groupe, aujourd'hui dominant, est connu sous l'acronyme anglais Iswap (Province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique). Jusqu'à la mort de Shekau, tué dans une attaque d'Iswap en mai 2021.

Leurs adversaires ont alors offert à Ibrahim et ses camarades de les rejoindre. «Shekau nous donnait la permission de piller et tuer les civils, il disait que s'ils n'étaient pas avec nous, ce n'étaient pas des musulmans. Iswap nous interdisait de telles pratiques, on avait l'autorisation d'attaquer seulement les porteurs d'armes. C'était moins intéressant.» Avec d'autres disciples de Shekau, il a cherché à reformer un mouvement sans leur chef historique, tout en conservant son idéologie ultraradical. Ce groupe, JAS (pour Jama'atu Ahlis Sunna Lidd'a'awat wal-Jihad), est aujourd'hui toujours actif dans la forêt de la Sambisa. Mais les «querelles internes et les dissensions» ont fini par lasser Ibrahim après quelques mois. Comme des centaines de jihadistes, en 2021, il s'est rendu aux forces gouvernementales. Deux de ses quatre femmes ont refusé de quitter la forêt et le groupe islamiste. En 2016, l'Etat de Borno avait lancé l'opération «Safe Corridor», un programme de désarmement, démobilisation et ré-intégration des membres de Boko Haram – combattants ou non. Au total, en dix ans, un peu plus de 2000 personnes en auraient bénéficié, selon les chiffres officiels. Dont Ibrahim, qui a passé huit mois dans un camp de rééducation. «J'ai fait le serment sur le Coran de renoncer à tout ça», dit-il.



Selim, 19 ans, a retrouvé sa famille à Maiduguri après avoir passé sept ans au sein de Boko Haram.



Ibrahim Mohammed à Konduga le 15 mai. Il a combattu au sein de Boko Haram puis d'une brigade de repentis, avant d'être blessé.

Quand on lui a demandé quel métier il pourrait exercer dans la vie civile, l'ex-jihadiste a répondu qu'il ne connaissait que celui des armes. Il a donc été intégré à la brigade de repentis de Konduga, avec un salaire de 20000 nairas par mois (11euros, au taux actuel). L'une de ses femmes l'a quitté. Depuis, il en a épousé trois autres. A la maison, il a désormais cinq enfants à nourrir. Aucun ne va à l'école.

Aux côtés de l'armée, Ibrahim s'est battu «férolement» contre les insurgés : «On voulait libérer tout le Borno, jusqu'au bout», jure-t-il. Il y a sept mois, une balle a traversé sa hanche, «ses parties intimes» et son coude. Depuis, pour la première fois en huit ans, Ibrahim ne se bat plus. Une pétarade de motos enflé derrière le mur de la cour. Des cris, des ordres, sont criés en langue kanouri. Quelques secondes plus tard, une dizaine de combattants passent la tête sous l'avant, cliquetis de munitions en bandoulière, odeur de sueur, de graisse et de métal, les fusils automatiques et deux mitrailleuses passent de mains en mains. Ce sont des repentis en opération, à quelques kilomètres d'ici. Ils sont venus se désaltérer, se reposer quelques minutes.

Leur chef, Adam Boulama, 32 ans, a un talkie-walkie accroché à la veste. Il souhaite la bienvenue au visiteur de passage, se débarbouille de la poussière accumulée sur les chemins de brousse. Il a sous ses ordres 50 hommes de Konduga, tous d'anciens jihadistes comme Ibrahim, qui connaissent chaque pouce de terrain. «On sert d'éclaireurs pour les militaires, nous allons tout devant, explique-t-il. Le danger, dans la zone où on opère depuis deux jours, ce sont les mines.» A-t-il constaté des défections, des repentis qui retournent

auprès de Boko Haram? «Oui. Certains sont revenus par hypocrisie. Quand ils voient qu'ils ne peuvent pas nourrir leur famille, ils repassent de l'autre côté.» La pause a assez duré. Nouveaux cris, nouveaux ordres. La troupe se rassemble, deux hommes par moto, et disparaît dans un nuage de poussière.

DES HÉROS

A Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno, Selim(1) «ne veut plus penser à tout ça». Cela fait trois ans qu'il a quitté Boko Haram et s'est rendu aux autorités nigérianes. En tant que mineur, il n'a pas été envoyé en prison. Il n'a suivi aucun programme de réintégration. Il n'a même pas été interrogé par les services de renseignement. Cet enfant-soldat, qui a côtoyé au plus près Abubakar Shekau et est l'un des rares témoins à avoir assisté à sa mort, a retrouvé de lointains parents dans un camp de déplacés, puis a silencieusement réintégré sa famille – il vit aujourd'hui avec sa mère et ses 16 demi-frères et demi-sœurs. «Au début, je restais toute la journée à la

«On célébrait la mort des militaires. Pour les exécutions de civils, si tu avais des doutes, il ne fallait surtout pas le montrer, sinon on t'aurait suspecté.»

Ibrahim Mohammed
28 ans, ancien de Boko Haram puis repenti

maison, sans bouger. Depuis un an, je commence à sortir, j'ai travaillé dans un atelier de mécanique, je me sens mieux», dit-il.

Pour l'interview, dans un restaurant discret, Selim, 19 ans, a passé une belle chemise à carreaux repassée et un jean. Timoré et concentré, il fait de son mieux pour répondre aux questions avec précision. «Ça risque d'être long», s'excuse-t-il parfois. Il refuse de faire des pauses. L'entretien durera près de trois heures.

Selim est originaire d'Alei Dala, un village du département de Bama, près de la frontière camerounaise. Deux de ses grands frères, adolescents, ont rejoint Boko Haram quand il avait 4 ans. Son premier souvenir d'eux remonte à la prise de Bama par le groupe jihadiste, en 2014. C'est la première grande ville du Borno

à tomber aux mains du groupe islamiste. «A l'époque, j'allais à l'école coranique, je mendiais dans les rues et je lisais le Coran, raconte-t-il. Quand les jihadistes arrivent à Bama, triomphants, je découvre mes frères, que je vois comme des héros.» Lorsqu'au bout de quelques mois, l'armée nigériane reprend le contrôle de la ville, Boko Haram se replie vers son sanctuaire, la forêt de Sambisa, en emmenant des dizaines d'enfants. Dont Selim, 7 ans.

Son frère aîné, ancien vendeur de médicaments au marché, fait office de médecin pour le groupe jihadiste. Il vit dans l'entourage du chef, Abubakar Shekau. Le frère cadet s'occupe de Selim. Au cours d'une bataille, une balle tirée par un sol-

dat tchadien lui perfore le ventre. Il succombera à ses blessures. Le frère «docteur» sera tué à son tour quelques années plus tard. A 10 ans, Selim commence son entraînement militaire. «Monter et démonter des armes, les nettoyer, tirer... Ça a duré presque deux ans. Après ça, Shekau est venu nous féliciter, il nous a donné à chacun 20 000 nairas et un sac de millet.»

Le garçon, trop jeune pour participer aux attaques, est placé comme garde d'une barrière «entre l'entrée de la forêt et le fort de Shekau». Il voit régulièrement l'émir de Boko

Haram, qui lui confie des missions de transport de messages ou de munitions. «C'était un homme très bon, très gentil avec nous. Par contre, il était très sévère sur les questions de sécurité des opérations. Il ne fallait pas discuter ses ordres, car il tuait sans hésiter.» Le jeune jihadiste écoute religieusement ses sermons hebdomadaires.

Sa vie d'enfant de troupe bascule en mai 2021. Selim était posté à sa barrière, «encore ensommeillé», quand un premier pick-up inconnu franchit le check-point en klaxonnant. Rapidement suivi par des dizaines d'autres, «avec des mitrailleuses montées à l'arrière», et des bandes de tissu rouge accrochées aux montants. Le signe des jihadistes rivaux d'Iswap. Leur grande offensive sur la forêt de Sambisa vient de commencer. Les premiers coups de feu éclatent. Selim et ses amis de la barrière s'enfuient à pied en s'enfonçant dans la forêt, leurs ennemis sur les talons.

Ils parviennent à semer leurs poursuivants et à gagner le village où Shekau était attendu ce jour-là. Trop tard, Iswap les a devancés. L'un de ses camarades vise un véhicule adverse au lance-roquette, rate sa cible. La traque reprend : Selim et sa bande se planquent dans la forêt pendant trois jours, en attendant de trouver un véhicule allié qui les ramène à Shekau. L'enfant-soldat est «soulagé» de retrouver le leader de Boko Haram mais les attaques se succèdent. «Nous n'avions pas assez d'armes pour combattre, nous étions dispersés, notre nombre se réduisait chaque jour. A cause des morts et des blessés, mais surtout des défections, se rappelle-t-il. Iswap connaît toutes nos cachettes. On fuyait d'un point à l'autre, en abandonnant les véhicules endommagés. On manquait de ravitaillement, surtout d'eau. Certains sont morts de soif.»

Autour de Shekau, selon le récit de Selim, il ne reste plus que six hommes. Son lieutenant chargé du renseignement, son muezzin personnel, un ami de son frère devenu son tuteur, blessé, deux combattants, et lui-même. Au cœur de la forêt, le groupe a trouvé refuge sous un immense tamarinier, dont les feuilles, machées, soulagent la soif. Deux jihadistes ont été envoyés à la recherche d'eau. L'ami de son frère est mort.

CEINTURE D'EXPLOSIFS

Trois motos – neuf combattants – s'approchent de l'arbre. «Nous étions cachés, mais ils m'ont repéré, ils m'ont appelé. Je me suis relevé. Ils m'ont ordonné : «Lâche ton arme et approche-toi.» Je portais l'arme de Shekau. Je me suis approché, ils m'ont demandé qui était avec moi. J'ai répondu que je ne les connaissais pas. Ils m'ont giflé. Un deuxième homme a été vu. Ils l'ont aussi interrogé. Puis, les autres se sont rendus à leur tour. Ils ont fini par voir le vêtement blanc de Shekau. "Sors de là, nous allons négocier", ont-ils crié. Mais il n'a pas répondu.»

Selim ne sait pas si les tirs ont commencé avant ou après que la bombe n'explose. Shekau portait sur lui une ceinture d'explosifs, qu'il a actionnée. «Son corps a été déchiqueté, j'ai vu une main tomber sur le sol.» Ainsi clôt-il son long récit des derniers jours du leader de Boko Haram.

Deux mois et demi plus tard, un «oncle» jihadiste a emmené Selim avec lui, s'échappant du camp d'Iswap, qu'ils avaient intégré à reculons. Ils se sont rendus à l'armée nigériane à Bama. «J'avais 15 ans, je ne comprenais rien, j'ai juste suivi. Je sortais de la forêt pour la première fois.» L'oncle a été d'abord gardé en prison, puis envoyé en camp de réhabilitation, Selim a regagné sa famille. «Parfois, quand tout va mal, quand on n'a rien à manger, je pense à la bonne vie que j'avais là-bas, avoue-t-il. Mais je n'y retournerai pas. Je ne rejoindrai pas l'armée non plus.» Lui n'a pas prêté de serment public de repentance. Il a juste grandi. ♦

(1) Son prénom a été modifié.



Par

LAURENT LÉGER
et WILLY LE DEVIN

Une succession de maladresses, de hasards et de coïncidences malvenues a-t-elle mené à un embarrassant conflit d'intérêts au sommet de l'Etat ? Ou le venin de la corruption et du trafic d'influence s'est-il diffusé jusqu'à l'Elysée, contaminant la personne même de la compagne de François Hollande, alors président de la République ? C'est le sujet d'une information judiciaire ouverte en 2021 par le Parquet national financier pour «corruption», «trafic d'influence», «blanchiment», «concussion» et «corruption d'agent public étranger». Et qui, sous la houlette de deux juges d'instruction, progresse lentement. Discrètement.

Le cinéma et les ventes d'armes font régulièrement bon ménage. Mais, dans la vraie vie, le soupçon de la corruption entache un film coproduit par la comédienne et productrice Julie Gayet, *Tout là-haut*, sorti sur les écrans en 2017. Tourné par Serge Hazanavicius, le film qui narre les aventures du meilleur snowboarder du monde dans l'Himalaya (Kev Adams à l'écran) a-t-il fait l'objet d'un sombre deal ? La justice cherche à déterminer dans quelles conditions il a pu être financé à hauteur de 1,65 million d'euros, versés par une société impliquée dans un marché militaire colossal, l'achat par l'Inde de 36 avions Rafale à la France, pour 7,8 milliards d'euros – le Pakistan affirme, depuis le 7 mai, en avoir abattu trois (un seul serait tombé selon plusieurs sources) au cours d'un accès de fièvre qui a saisi les deux nations voisines...

Le problème, c'est que le contrat a été signé en 2016, sous la houlette du compagnon et futur mari de Julie Gayet, François Hollande, alors président de la République. La société en question, Reliance, un mega groupe indien actif dans les télécommunications, les services ou le cinéma, intervient dans le volet de l'accord militaire portant sur la «compensation», cette pratique commerciale qui vise à soutenir le pays acheteur de matériel de guerre. Notamment quand il s'agit d'un pays en voie de développement, en finançant par exemple la construction d'infrastructures sur son territoire : Dassault, le vendeur des Rafale, doit investir en Inde à hauteur de 50 % du prix du marché, et c'est Reliance qui a été choisie comme partenaire ès compensation.

ÉVENTUEL «CONFLIT D'INTÉRÊTS»

En consultant la procédure judiciaire, un petit millier de pages à ce stade, le doute s'installe. Aucune mise en examen n'a été prononcée, mais une série d'éléments troublants demeure, en dépit des explications données par Julie Gayet devant les policiers, et que révèlent *Libération* – elle a été entendue trois fois en deux jours, sous le régime de l'audition libre, c'est-à-dire comme suspecte, sans être mise en garde à vue pour autant, les 16 et 31 octobre 2024. François Hollande, lui, ne peut être inquiété : il bénéficie de l'immunité présidentielle pour les décisions prises au cours de son mandat de chef de l'Etat.

Questionnée sur l'éventualité d'un «conflit d'intérêts» par les enquêteurs, celle qui a épousé l'ancien président en juin 2022 se récrie : elle n'était «pas du tout au courant» que le groupe Reliance, qui a financé son film (coproduit par sa boîte de production, Rouge International, et par la société MyFamily), était le partenaire de Dassault dans le marché des avions vendus à l'Inde. «J'ai découvert par Mediapart cette histoire de Rafale. Après que le film soit sorti», fin 2017. Les protagonistes semblent s'accorder sur le fait que le financement de Reliance ne serait pas inter- •••



Julie Gayet, une société indienne et la vente des Rafale : tout un film ?

Le long-métrage «Tout là-haut», produit par la compagne de François Hollande, a été financé en 2016 par une entreprise impliquée dans le marché militaire que négociait le Président avec New Delhi. Des éléments intriguent la justice qui enquête sur des soupçons de «corruption», même si aucune mise en examen n'a été prononcée à ce stade.

ENQUÊTE

Julie Gayet,
à Paris,
le 8 janvier.
PHOTO JULIEN
JAULIN.HANS LUCAS

Hollande en Inde ou dans aucun de ses voyages officiels» et n'a participé «à aucun dîner officiel». «Je n'avais aucun contact avec la partie officielle de l'Elysée, dit-elle. Je suis toujours restée dans les appartements privés, qui sont une aile séparée de l'Elysée.»

Quant au dirigeant de Reliance, le milliardaire indien, Anil Ambani, proche du Premier ministre indien, Narendra Modi, elle assure ne l'avoir vu que «trois fois», uniquement «après le deal» sur le financement du film – sans d'ailleurs que le contrat ait été signé à cette date. L'une des rencontres interroge les policiers : il s'agit d'un dîner à l'Elysée, le 12 juin 2016. Ce dimanche-là, le milliardaire indien et son fils, de retour en France pour l'Euro de football, après une visite à Paris en avril, sont invités dans les appartements privés. En l'absence «d'officiels», détaille la comédienne, mais en présence du Président et d'une poignée «d'amis intimes», avec qui le couple «passe chaque année le réveillon».

«QUELQU'UN D'INTÉRESSANT AVEC QUI ÉCHANGER»

«Il n'y a eu aucune discussion autour des Rafale», précise-t-elle, ajoutant : «Nous n'avons pas parlé du financement du film pendant le repas.» Selon elle, Hollande ignorait que le milliardaire présent était son financier. «Comme je venais de tourner un film sur le football féminin, j'ai proposé des places pour un match à Lyon. J'ai invité Anil Ambani, parce que je le fais souvent avec les équipes partenaires de mes films.» Et aussi, ajoute-t-elle, «parce que ce monsieur Ambani pouvait être quelqu'un d'intéressant avec qui échanger». Et la réciproque semble être vraie, tant la raison pour laquelle Reliance investit dans ce film apparaît peu claire – l'Inde n'est pas évoquée à l'écran, le film n'y sera même pas distribué. En avril 2016, Anil Ambani demande à rencontrer enfin les productrices du film qu'il a décidé de financer. C'est en traînant les pieds, par «politesse», dit-elle, que Julie Gayet se rend au Bristol, le palace situé à un jet de pierre de l'Elysée, pour rencontrer le PDG. «C'était une information publique que de savoir que j'étais en couple avec le Président. J'imagine que, dès le départ, il savait.» Mais, ajoute Gayet, «je ne lui ai jamais parlé de François Hollande ni de l'Elysée». «On a parlé de cinéma et d'une source d'eau qu'il venait d'acquérir dont il voulait que le produit soit représenté dans le film [ce qui n'a pas eu lieu], argumente Gayet. Je n'ai jamais parlé de financement ou d'argent avec lui.» Une photo d'elle aux côtés d'Ambani immortalise ce moment, «à la demande» de ce dernier, dit-elle. Mais sa coproductrice, la patronne de MyFamily, ne garde pas le même souvenir de ce rendez-vous. Elle raconte aux enquêteurs, le 19 septembre 2024, que le milliardaire indien «se foutait complètement d'elle et ne la «calculait» pas : «Dans la conversation, il ne m'a pas dit deux mots, il n'a parlé qu'à Julie. Je me suis vite aperçue qu'il se moquait de ce que je pouvais lui raconter sur mon film.» Pour elle, Anil Ambani «était en représentation auprès de la compagne du Président». Le PDG a-t-il financé le film en raison de la présence de la compagne du chef de l'Etat, sur fond de négociations sur les Rafale et, de surcroît, d'un important litige fiscal qui embarrasse alors une filiale française de Reliance?

venu via Julie Gayet, moins capée que sa coproductrice pour les films à gros budget. Mais ils peinent à justifier le fait que le groupe indien n'apparaît pas dans le contrat de co-production définitif : c'est le nom d'une société d'investissement française qui figure sur le document. Cette structure a été chargée d'investir «pour le compte» de Reliance, explique l'un de ses responsables aux policiers. «Vous me l'apprenez, a répondu la comédienne lors de son audition. Je ne savais pas que le financement n'avait pas été fait directement par Reliance.»

Pour Julie Gayet, qui dit avoir pris en main la «cohérence artistique» du projet et laissé les soucis financiers à sa coproductrice, cette société d'investissement «a étudié le fait de rentrer dans le film, à parts égales avec Xavier Niel [qui finance aussi le long-métrage, ndlr]» et, ensuite, aurait «fait le lien» avec Reliance. Mais, ajoute-t-elle, ces deux boîtes, c'était «une seule et même entité». Fallait-il masquer le fait que la compagne du Président était financée par une société partie prenante du deal d'armement que François Hollande était en train de négocier ? Les investigations montrent curieusement que les Indiens, eux, ont tenu à faire savoir en janvier 2016, par un communiqué tonitruant, qu'ils financent le film français, au moment même où Hollande débarque à New Delhi pour signer le protocole d'accord sur les Rafale... Julie Gayet précise sur procès-verbal qu'elle n'est pas «au courant» de la «politique internationale de la France», n'a «jamais accompagné François

Julie Gayet a été entendue trois fois en deux jours, sous le régime de l'audition libre, c'est-à-dire comme suspecte, sans être mise en garde à vue pour autant.

quelques jours auparavant, ce qui donne lieu alors à un SMS de condoléances... Et aussi un texto, le 12 août 2020, pour l'anniversaire de Hollande ; le 9 juin 2022, pour féliciter le couple, quelques jours après son mariage ; un autre le 28 juin 2022, demandant à Gayet où le PDG peut lui faire parvenir un cadeau, on ne sait trop pour quel motif : le SMS de l'homme d'affaires évoque le mariage de son propre fils, la comédienne répond néanmoins avec ses coordonnées, en souhaitant «all the best», pour le mariage du fiston, et conclut sur la formule douceuse «lots of bonheur»... Julie Gayet minimise : «J'ai toujours essayé de répondre à ce type de SMS de manière succincte ou polie. Je n'ai jamais reçu de cadeau d'Anil Ambani», qui, selon elle, «essayait juste d'être poli» avec elle.

Les enquêteurs n'ont, à ce stade, pas déterminé si *Tout là-haut* avait profité de nébuleux arrangements. Le dossier semble attester que le milliardaire indien n'avait pas besoin de l'entregent de la compagne du président français dans le contrat Rafale : il est depuis longtemps partenaire de Dassault en Inde. L'information judiciaire, qui scrute aussi les

importants paiements réalisés par Dassault à un consultant-intermédiaire indien (que le conseil du groupe qualifie auprès de *Libé* de «réguliers»), a mis du temps à démarrer : les avocats William Bourdon et Vincent Breggarth ont déposé plainte en 2018 au nom de l'association Sherpa – ils n'ont pas souhaité faire de commentaires –, qui défend les populations victimes de crimes économiques, et la justice n'a finalement déclenché une procédure qu'en 2021, après le dépôt d'une plainte avec constitution de partie civile. Par contre, l'arrangement fiscal dont la filiale française de Reliance, une petite boîte qui gère un câble sous-marin de télécommunications entre l'Europe et les Etats-Unis, a bénéficié, quelques mois auparavant, en 2015, n'a pas l'air d'intéresser les juges.

Encore une curiosité : alors que deux contrôles fiscaux avaient abouti à un redressement de plus de 153 millions d'euros, la négociation avec Reliance a débouché sur une facture finale de seulement 7,4 millions d'euros. Le calcul de départ était basé sur une méthode biaisée qui n'avait, semble-t-il, pas lieu de s'appliquer, a expliqué aux enquêteurs le chef de service du fisc qui a géré la transaction finale. Une erreur technique qui a conduit à effacer d'un trait de plume la plus grande partie de la somme à régler. Le dossier était exempt de «fraude», assure le fonctionnaire de Bercy, qui affirme ne pas avoir reçu d'instructions, mais convient que le dossier Reliance, sans être «dérogaire», était néanmoins «exceptionnel». Comme l'ensemble de l'affaire... L'avocat de Julie Gayet avait souhaité, dans un premier temps, ne pas faire de commentaires. Avant d'assurer qu'il estimait «l'affaire clôturée». Celui de MyFamily n'a pas donné suite. ◆

Libération
ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT !



Offre intégrale
34,90€ par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application

Abonnez-vous ici



ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

«Télé Vioc», l'émission pour les vieux pas schnocks

Autoproduite, l'émission présentée sur YouTube par Laure Adler et Francis Carrier évoque sans fard et avec légèreté les enjeux et les luttes autour de la vieillesse.

Par
GUILLAUME TION
Photos **CYRIL ZANNETTACCI. VU**

Il est midi et sous un soleil de plomb. Francis attend Lydia. Il a tout prévu: le micro, le porte-caméra à main, son téléphone, des flyers, la liste des questions... Mettre en boîte un micro-trottoir n'est pas toujours facile. «La dernière fois, je n'avais pas de son», sourit-il.

Ce matin, Francis et Lydia veulent interviewer des personnes sortant de l'exposition «Disco», à la Philharmonie de Paris: «Une expo de bonheur, qui parle de notre jeunesse, même si ça finit mal avec l'arrivée du sida», explique Francis Carrier, 71 ans, casquette bleue et chemise à fleurs. Ce sujet ne passera pas sur une grande chaîne de télé. Il constituera une des quatre ou cinq pastilles d'un programme diffusé sur YouTube: *Télé Vioc*. Une émission

pour les vieux, mais pas que, par des vieux. «On parle de tout dans *Télé Vioc*, de l'Ehpad, de la culture, de la sexualité, de la façon dont on veut vieillir...»

À L'ARRACHE

Le troisième numéro de cette émission, une demi-heure mensuelle, a été mis en ligne mardi. Les deux premiers ont totalisé 50 000 vues. Le financement est à l'arrache. «Chaque émission coûte 1000 euros.



«Faire du loisir et de l'occupationnel, ce n'est pas remplir sa vie. Du coup, je m'engage», défend Francis Carrier.



Pour Laure Adler, «la vieillesse est un impensé de la société».

Je finance le montage avec des dons.» Francis Carrier refuse d'accepter l'argent de sociétés privées qui lui font de l'œil : «*Hors de question d'être financé par la "silver économie". On cherche des ressources ou de l'aide du côté des mutuelles, des assurances, des fondations.*» En échange, l'ancien chef d'entreprise dans l'informatique et sa troupe de bénévoles jouissent d'une liberté totale pour raconter ce qui les meut.

L'idée de Télé Vioc est née après le Covid. A l'époque, une bande se crée, turbulente, qui ne se retrouve pas dans les canons de la vieillesse bombardés par notre société, fonde le Cnav – Conseil national autoproclamé de la vieillesse, clin d'œil à la Cnav, Caisse nationale d'assurance vieillesse. Premier fait d'armes, l'organisation d'un contre-salon des seniors en 2023. «*Dans ces endroits, on cherche à nous vendre des trucs dont on n'a pas envie. On ne veut pas de rehausseurs de toilette mais la réponse à des questions existentielles. Je suis vieux, quelle est ma place dans la société, que puis-je faire?*»

Et Francis Carrier d'évoquer le changement de contrat social et moral liant les vieux à cette société «*qui leur permet de vivre*» et de s'interroger sur son nouvel état : «*Avant, la vieillesse n'existe pas. A 65 ans, on mourait et c'était fini. Aujourd'hui, elle représente un tiers de notre existence. La vieillesse permet de réparer, de transmettre, d'apprendre, d'être libre. C'est ce qu'il faut prioriser. Faire du loisir et de l'occupationnel, ce n'est pas remplir sa vie. Du coup, je m'engage.*» Il en a l'habitude. En 2016, une fois à la retraite, Francis Carrier a fondé Grey Pride, une association pour les personnes LGBT+ seniors, qui a notamment décliné un label décerné aux Ehpad gay friendly. Cet ancien compagnon d'Aides, de 1987 à 2002, a aussi tenu pendant un an un blog dans Libé. Aujourd'hui, il écrit dans le magazine Vieux. «*Les "vieux nouveaux" ne sont pas les mêmes. Les médias sont différents, on se retrouve dans ce ton. Cela m'a donné l'envie, avec Catherine Vincent [une ancienne journaliste du Monde, ndlr] et Laure Adler [qu'on ne présente plus] de monter Télé Vioc.*»



Entre le duo, l'ambiance est détendue, les langues fourchent et les rires fusent. A Vanves, le 21 mai.

GROS CARACTÈRES

Le voilà donc, près de Lydia qui écrase une cigarette et s'empare du micro, s'approchant d'un groupe d'élèves sortant de la Philharmonie pour étoffer son micro-trottoir. Les profs, réservées, ne veulent pas répondre aux questions, mais quelques ados s'y plient volontiers. Et tant pis s'ils n'ont pas vu l'expo car ils sont là pour un atelier musical : «*Ce n'est pas grave. Ils parlent de ce qu'ils connaissent du disco, c'est le principal.*» Après de nombreux refus, notamment de personnes âgées – un comble –, Francis et Lydia récoltent en une heure la précieuse parole d'une dizaine de badoùs, dont un Québécois vêtu d'une magnifique veste brodée. Certains interviewés chantent des chansons disco et se plaignent qu'aucun artiste français (Dalida, Claude François) ne soit représenté dans l'expo. D'autres évoquent l'arrivée des années sida. Aucun n'avait entendu parler de Télé Vioc, y compris cet homme qui connaissait pourtant Francis Carrier et ne l'avait pas revu depuis des années – «*ça fait une paye!*»

Dans Télé Vioc, on découvre pourtant des choses passionnantes, comme ce reportage sur Jean Bertolino. Cet ancien grand reporter et prix Albert Londres, 89 ans, s'astreint chaque jour à écrire un poème qu'il livre sur les réseaux : «*Quand j'étais à TFI, j'avais des millions de téléspectateurs. Là, j'ai quoi ? Allez, 200 followers, et je n'en veux pas plus, sourit-il. La célébrité c'est pas ça qui compte, ce qui compte, c'est la vie. Et la vie, il faut la mener jusqu'au bout !*» Il n'a pas de solution miracle. Il continue juste à faire ce qu'il aime, malgré la vue et l'ouïe déclinantes, penché sur son clavier gros caractères. Francis Carrier a commencé à développer ses réflexions sur la vieillesse... une fois vieux. Le constat est sombre : «*On s'occupe des besoins primaires des vieux, mais pas*

de leurs envies. Ce qui compte, c'est de savoir combien de douches ils ont pris chaque semaine, pas s'ils sont heureux.»

Il déplore un déni collectif de la part d'une société qui met les vieux au rancart au profit d'un jeunisme mercantile. «*La vieillophobie est ancrée en chacun de nous. On a intégré notre détestation de la vieillesse. On ne se bat pas pour des conditions meilleures, il n'y a pas de solidarité...*» Pour lui, les vieux sont condamnés «*à vivre dans une salle d'attente : ils attendent qu'une porte s'ouvre, qu'on apporte à manger, que quelqu'un vienne les voir.*» Avec une seule destination, une place en Ehpad, lieu où personne ne souhaite aller. Francis aimeraient tant que «*les vieux soient responsables, solidaires des autres générations et développent la conscience d'être vieux.*»

Deux semaines plus tard, au cinquième étage du siège social d'Audiens à Vanves (Hauts-de-Seine), où la mutuelle prête sa cafétéria pour enregistrer, Francis Carrier attend encore. Cette fois, c'est Laure Adler, coincée non loin dans une manif de taxis. Carrier, rigolard, porte une chemise noire, un t-shirt jaune et n'est pas seul. Mehdi, le caméraman-monteur, et Hélène Mathieu, une ex-directrice de la rédaction de Psychologie Magazine

qui a rejoint Télé Vioc, l'accompagnent, sous le regard d'une équipe de France 3 Ile-de-France, qui réalise aussi un reportage sur le projet. Francis Carrier discute avec Hélène Mathieu des sommaires à venir pour les prochains numéros – dont le micro-trottoir disco, prévu en juin –, évoque un sujet naturisme ou une interview sur le porno éthique, féministe et vieux. Au moment où l'équipe de France 3 s'amuse à faire des travellings sur des chaises à roulettes et que Francis Carrier se demande s'il ne va pas remplacer Laure Adler par une IA, la voici qui débarque en longue veste de cuir passée sur un gilet noir.

S'AFFIRMER POUR VIVRE

Quelques instants plus tard, le duo, perché sur des tabourets, s'apprête à présenter les sujets de ce troisième numéro : une interview de l'écrivain Erri de Luca, un reportage sur un cerf-volant, un autre sur un officiant funéraire, une chronique d'Hélène Mathieu et la visite d'un Ehpad expérimental et bienveillant en Bretagne. «*C'est un exercice délicat, entre l'animateur passe-plat et le journaliste qui délivre des informations avec des commentaires intelligents. Tout en restant léger,*» explique Carrier. Il a préparé des notes, qu'il ne lit pas mais dont il s'inspire pour lancer les reportages. Laure Adler, elle, improvise, modifiant à chaque fois ses phrases ou son angle. Le tandem fonctionne bien, l'ambiance est détendue, les langues fourchent et les rires fusent.

Le duo doit aussi fidéliser ses spectateurs, les inciter à s'abonner à la chaîne YouTube et à liker les contenus. «*Pour augmenter votre diffusion, vous pourriez demander à France Télévisions une présence sur une plateforme, ça peut peut-être les intéresser,*» propose le journaliste de France 3 à Laure Adler, qui acquiesce. Francis Carrier, lui, espère que Daniel Kretinsky, créancier de

Libé et dont le groupe CMI France possède le magazine Vieux, jettera un cil sur leur émission et aura envie de la diffuser sur sa prochaine chaîne, T18.

Télé Vioc, encore balbutiante, aimerait jouer dans la cour des grands pour faire passer ses messages. «*La première des choses, c'est d'identifier les vieux à quelque chose de positif,*» pointe Francis Carrier. «*On a délégué la vieillesse aux médecins et aux politiques. C'est peu ragoûtant.*» D'où le Cnav, d'où l'émission, le t-shirt jaune, le sourire, la bonne humeur. Laure Adler reprend : «*Il faut avoir confiance en soi quand on est vieux. Ce n'est pas gagné, car la vieillesse est un impensé de la société. Elle dégoûte. Nous sommes dans un combat d'authentification de notre vérité d'être toujours vivant.*» Le duo dit parler au nom de la masse silencieuse. «*Je ne combats pas pour le vieux extraordinaire, qui fait des marathons à 75 ans,*» précise Carrier. «*Je suis pour le vieux ordinaire. Celui qui ne singe pas la jeunesse. A chaque époque ses problématiques.*» «*Oui, on ne présente pas les Grammy Awards de la vieillesse,*» continue Laure Adler. «*On est sans étoile. Mais on brille.*»

La notion de lutte traverse leur discours. «*C'est la même nature de combat que pour le féminisme,*» reprend Francis Carrier. «*Il faut dire : je n'accepte plus la place que l'on m'accorde. Je ne suis pas un déchet.*» Laure Adler évoque le passé engagé de leur génération : «*Cette auto-affirmation d'être nous-mêmes est une pratique militante. Les vieux d'aujourd'hui sont passés par des combats essentiels : Act Up et le féminisme. S'affirmer pour vivre. Contester ceux qui ne voulaient pas notre affirmation au monde.*» Et de conclure, derrière ses lunettes à grosse monture blanche dans cette cafétéria où sont exposées des figurines pop et où trône un baby-foot : «*La révolution des vieux ne fait que commencer.*»

«Le combat des vieux est de même nature que le féminisme. Il faut dire : je n'accepte plus la place que l'on m'accorde.»

Francis Carrier
cocréateur de «Télé Vioc»



LIBÉ.FR

A l'Assemblée, une proposition de loi pour mieux encadrer le lobbying

Un député RN rencontrant des lobbyistes de Tefal pour causer polluants éternels, un ex-ministre de l'Intérieur recruté par Shein pour torpiller une loi contre la fast-fashion, Nestlé reçu à l'Elysée... Au Parlement et dans les ministères, le lobbying se porte bien. Vice-président de l'Assemblée, Jérémie Iordanoff entend y insuffler un peu plus de transparence. Le député écologiste a déposé jeudi une proposition de loi visant «à renforcer la transparence de l'action des représentants d'intérêts». PHOTO AFP



Lors d'une attaque de drones russes, à Kyiv, lundi. PHOTO GLEB GARANICH. REUTERS

Volodymyr Zelensky pointe une «Russie qui ne cherche pas la paix»

Après des jours d'intensification des attaques aériennes, le président ukrainien a détaillé face à la presse, dont «Libération», ses conditions pour l'ouverture de discussions avec Moscou.

Par
KRISTINA BERDINSKYKH
Correspondante à Kyiv et **ALEXANDRE BILLETT**

D'après le ministère ukrainien de la Défense, 355 drones russes ont été déployés dans

l'espace aérien ukrainien dans la nuit de dimanche à lundi, des attaques qui n'ont fait aucun mort mais qui constituent «un nombre record» en une seule journée depuis le début du conflit, selon l'armée de l'air ukrainienne. Moscou rétorque qu'il

s'agit plutôt d'une réponse à une série d'attaques de drones et de missiles ukrainiens contre des installations civiles en Russie, avec le soutien de «certains pays européens», des «provocations qui visent à faire échouer le processus de négociation», selon le ministère russe de la Défense.

Au même moment, lundi matin, le président américain avait haussé le ton à l'encontre du président russe, précisant sur son réseau social

Truth Social avoir toujours eu «de très bonnes relations avec Vladimir Poutine, mais quelque chose lui est arrivé. Il est devenu complètement FOU! Des missiles et des drones sont lancés sur des villes en Ukraine sans aucune raison».

Le milliardaire a réitéré mardi matin, toujours sur son réseau préféré: «Ce que Vladimir Poutine ne comprend pas c'est que sans moi, la Russie subirait beaucoup de très mauvaises choses, et je veux dire, TRES MAUVAISES. Il joue avec le feu!»

Mémorandum. L'escalade intervient alors que les deux capitales ont procédé, ce week-end, au plus grand échange de prisonniers depuis le début de l'invasion

russe de l'Ukraine, en 2022. L'échange, qui concerne mille personnes de chaque pays, est le seul résultat réellement tangible des négociations directes entre Kyiv et Moscou, qui se sont déroulées à Istanbul, en Turquie, à la mi-mai.

A la suite de cette séquence, la Russie aurait dû fournir un mémorandum décrivant les conditions dans lesquelles elle est prête à discuter d'un cessez-le-feu, selon la partie ukrainienne, qui n'a encore rien reçu. «Nous attendons toujours leurs propositions, et nous sommes prêts à y répondre», a déclaré à Libération Volodymyr Zelensky, lors d'une rencontre mardi avec des journalistes dans les bureaux de la présidence, à Kyiv. Interrogé sur le format d'éventuelles négociations

directes, le président ukrainien estime qu'une «réunion technique» entre les représentants des deux délégations devrait d'abord avoir lieu, mais qu'il était disposé, si la Russie devait l'accepter, à rencontrer Vladimir Poutine sans préalable. Autre hypothèse évoquée par Volodymyr Zelensky: une série de rencontres tripartites inclu-

«Nous attendons toujours leurs propositions, et nous sommes prêts à y répondre.»

Volodymyr Zelensky

ant le président américain, Donald Trump, qui pourrait d'abord négocier avec le président russe, puis avec le président ukrainien, avant que ces deux derniers ne se rencontrent directement.

«Je ne vois pas de problème majeur avec le format des discussions», conclut le président ukrainien, qui estime nécessaire d'avoir à la table de négociations à la fois les Américains et les Européens – les premiers pour assurer le respect du cessez-le-feu, les seconds pour mettre en place des garanties de sécurité. La Turquie ou le Vatican pourrait accueillir ces pourparlers, ainsi que la Suisse, «qui est tout à fait disposée à le faire», selon le chef de l'Etat ukrainien.

Sanctions. Volodymyr Zelensky est, enfin, revenu sur sa rencontre avec Donald Trump lors des obsèques du pape François, à Rome, le 26 avril, lors de laquelle il a insisté auprès de son homologue américain sur les nécessaires sanctions à imposer par Washington sur les systèmes énergétiques et le réseau bancaire russes, des mesures auxquelles Donald Trump lui aurait promis de réfléchir. «Ne pas imposer de sanctions, c'est remonter le moral du Kremlin, et cela se reflétera sur le champ de bataille», estime le président ukrainien, qui espère que les Etats-Unis ont enfin compris que «la Russie ne cherche pas la paix».

Le président ukrainien effectuera ce mercredi une visite officielle à Berlin, à l'invitation de Friedrich Merz. La rencontre intervient deux jours après une déclaration surprise du nouveau chancelier allemand, qui affirmait ce lundi «qu'il n'y a plus de limites de portée pour les armes qui ont été livrées à l'Ukraine, ni par les Britanniques, ni par les Français, ni par nous, ni par les Américains». Le chancelier allemand a précisé par la suite ses propos, assurant qu'il évoquait les levées de restriction déjà annoncées : les Américains ont autorisé Kyiv, en novembre, à utiliser des missiles de longue portée, les Britanniques l'ont fait pour les missiles Storm Shadow et les Français ont livré des missiles Scalp. ♦



LIBÉ.FR

Pantoufle de hauts fonctionnaires: «Les allers-retours entre public et privé renforcent une culture de l'entre-soi»

L'Observatoire des multinationales pointe, dans une étude publiée mardi, le risque démocratique que font peser ces va-et-vient entre secteur public et privé d'ex-ministres et leurs conseillers, à l'image d'Alexis Kohler (photo), l'ex-secrétaire général de l'Elysée, qui attaque en juin son nouveau job de numéro 2 à la Société générale. Pour Olivier Petitjean, le cofondateur de l'Observatoire, «les portes sont grand ouvertes aujourd'hui». PHOTO AFP

Gaza, chaos pour la première distribution d'aide gérée par Israël

La mer en fond et sous un soleil de plomb, des centaines de Palestiniens ont attendu des heures durant, mardi, pour récupérer des cartons de nourriture, distribués aux habitants de la bande de Gaza, où l'entrée d'aide humanitaire est bloquée depuis le 2 mars par Israël. Parquées dans des couloirs grillagés, des familles palestiniennes sont venues récupérer des colis estampillés de la Fondation humanitaire de Gaza, soutenue par les Etats-Unis. De nombreuses photos illustrant des cartons de riz, de farine, d'huile et de conserves ont été partagées en milieu de journée par des Gazaouis, sur les réseaux sociaux et via des boucles d'information, ainsi que par l'armée de l'Etat hébreu. Celle-ci a annoncé, dans le même temps, la mise en place de quatre centres de distribution dont la sécurité sera assurée par une société privée américaine, Safe Reach Solutions.

La distribution a débuté mardi dans deux centres situés dans le sud de l'enclave, à Rafah et près de son camp de réfugiés de Tel al-Sultan. En fin de journée, pourtant, les images envoyées par les journalistes



A Rafah, dans le sud de l'enclave, mardi. REUTERS TV

présents sur place semblaient extraits d'une dystopie. On y voit, dans une scène de chaos, une foule de Palestiniens courir dans la poussière, tandis que, selon un journaliste d'Associated Press, des tirs de sommation israéliens ont été entendus, alors même que des milliers de Palestiniens tentaient d'accéder au centre de distribution à travers des lignes gérées par les forces militaires d'Israël.

Ce mouvement de foule et sa répression n'auraient cependant fait aucun blessé, mais plusieurs médias palestiniens ont rapporté l'arrestation par l'armée de plusieurs habitants de l'enclave venus chercher des denrées. De son côté, la Fondation a déclaré,

dans un communiqué, avoir interrompu la distribution afin «d'éviter les victimes» et de permettre aux gens de «récupérer l'aide en toute sécurité et de se disperser». Elle dénonce aussi la mise en place par le Hamas de «barrières», qui auraient retardé la venue des bénéficiaires d'aide gazaouis. En tout, 8 000 boîtes de nourriture auraient été distribuées, soit 462 000 repas, alors que la famine touche 1,5 des 2,1 millions d'habitants de l'enclave selon les Nations unies.

«Quand l'armée a diffusé les photos des colis alimentaires, et que les habitants ont constaté que tout le monde pouvait être servi sans restriction ou présentation d'une carte

d'identité, ils se sont précipités vers le centre», explique Rami Abu Jamous, journaliste gazaoui pour qui cette première distribution présage «la défaite d'un système». Selon lui, la responsabilité de l'aide humanitaire doit être réservée aux organisations internationales spécialisées, comme l'Office de secours et de travaux de l'ONU (Unrwa). A ces institutions, les Etats-Unis ont préféré la Fondation humanitaire de Gaza, dont le PDG a démissionné le 26 mai, arguant qu'il n'était «pas possible», dans un contexte de contrôle de l'enclave par Israël, d'établir un plan d'aide efficace.

«Si ce plan fonctionne cependant, cette procédure d'aide humanitaire pourrait être également appliquée aux hôpitaux et aux soins dont les Palestiniens ont énormément besoin», projette encore Rami Abu Jamous. Comme en écho à ces déclarations, l'Unrwa rappelait, lundi, que le personnel médical de l'enclave manque «cruellement de ressources», alors que 40 % des biens de première nécessité sont en rupture de stock.

FANNY LÉONOR CROUZET
(à Jérusalem)

Etats-Unis Elon Musk se décide (enfin) à quitter l'administration Trump



Cette fois c'est sûr, l'oiseau quitte son nid. Elon Musk a affirmé prendre congé de son poste à la tête de la Commission pour l'efficacité gouvernementale (Doge), qu'il occupe depuis janvier. Un départ annoncé juste avant le 28 mai, une date butoir peu anodine. En effet, au-delà de cent trente jours après sa nomination, la loi devait contraindre Musk à passer devant le Congrès, afin de publier ses finances et remplir des obligations de transparence et de contrôle.

Médias Anne-Sophie Lapix va quitter le 20 heures de France 2



La rumeur de ce départ bruissait depuis plusieurs jours, c'est désormais confirmé. Anne-Sophie Lapix va quitter mi-juillet la présentation du JT de 20 heures sur France 2, qu'elle animait depuis septembre 2017. A l'initiative de ce départ, la direction du groupe public, qui «souhaite pouvoir compter à la rentrée sur [son] talent» et qui «travaille avec elle sur de nouveaux projets au sein de France Télévisions».

Procès de Bastien Vivès Le tribunal de Nanterre se déclare incompté



Le tribunal correctionnel de Nanterre s'est déclaré mardi territorialement incompté pour juger l'auteur de BD Bastien Vivès, accusé d'avoir réalisé des dessins à caractère pornographique de mineurs (lire Libé de mardi). «Aucune pièce du dossier ne permet de dire» que les faits poursuivis «se sont tenus dans les Hauts-de-Seine», a relevé la présidente. Le tribunal, qui était saisi d'une demande en ce sens de la défense, se déclare donc «incompté» et «renvoie l'affaire au parquet».

-24%

C'est la chute des ventes de Perrier au mois d'avril, après les accusations qui touchent le groupe Nestlé, propriétaire de la marque, sur la dégradation de la qualité de certaines de ses eaux minérales. Depuis le début de l'année, c'est une baisse de 14% par rapport à la même période l'an dernier, selon des chiffres du Syndicat des eaux de source et des eaux minérales naturelles (SESEMN). Néanmoins, «ce désaveu ne touche pas l'ensemble du secteur», selon Christophe Lekieffre, délégué général du SESEMN, auprès de France Info. Le marché des eaux en bouteille est en hausse de 2,5% sur le début de l'année à la faveur d'un printemps 2025 plus doux. «Le côté "tous punis" est évité, tant mieux.»

Ce que dit la loi sur l'«aide à mourir» votée à l'Assemblée en première lecture

La première étape de l'une des plus importantes réformes sociétales de la décennie a été franchie à l'Assemblée nationale mardi. Les députés ont voté en première lecture, par 305 voix pour et 199 contre, la création d'une aide à mourir. Ils venaient tout juste d'approuver à l'unanimité la proposition de loi visant à renforcer les soins palliatifs. Deux semaines d'échanges sur la fin de vie, constructifs et de qualité selon les parlementaires de tous bords, s'achèvent donc. Bien loin de l'image attendue d'une joute oratoire violente faite d'invectives et d'arguments per-

nicius. Il aura fallu près de 70 heures aux députés pour épurer les 20 articles et plus de 2000 amendements du texte sur l'aide à mourir. Il est finalement très proche de sa première version sortie de commission. Il crée ainsi un «droit à l'aide à mourir» consistant à «autoriser et à accompagner une personne qui en a exprimé la demande à recourir à une substance létale». Pour y être éligible, il faut remplir cinq critères cumulatifs : être âgé d'au moins 18 ans; Français ou résident stable et régulier; atteint d'une «affection grave et incurable» qui «engage le pronostic vital en phase avancée»

ou «terminale»; «présenter une souffrance physique ou psychologique constante» (sachant qu'une «souffrance psychologique seule» ne sera pas suffisante); «être apte à manifester sa volonté de façon libre et éclairée».

Pour évaluer ces critères, le médecin devra réunir à minima un spécialiste de la pathologie, un soignant impliqué dans le traitement du malade et lui-même. Il devra prendre une décision dans les quinze jours suivant la demande du patient, lequel aura ensuite minimum deux jours pour la confirmer.

Par un amendement du gou-

ernement, l'auto-adminis-tration du produit létal par le patient est redevenue la règle, le médecin ou l'infirmier ne l'administrera que si l'intéressé n'est pas en mesure de le faire. Un délit d'entrave, calqué sur celui de l'IVG, prévoit deux ans de prison et 30 000 euros d'amende.

Les débats ont beau avoir été globalement apaisés, les opposants (venant notamment de droite et d'extrême droite) ne se montrent toujours pas convaincus. Ce qui augure une lecture plus serrée au Sénat, où la droite est largement majoritaire. Réponse cet automne.

APOLLINE LE ROMANSER

annonces légales

legales-libe@teamedia.fr

01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 3/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour le département d'habitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 123€ HT. CLOTURE des sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237€ HT).

75 PARIS**Constitution de société**

Par ASSP en date du 29/04/2025, il a été constitué une SASU dénommée :

BAA

Siège social : 9 RUE DES COLONNES 75002 PARIS 02 Capital : 1000 € Objet social : Électricité, Peinture, Plâtrerie, Revêtements de surfaces souple et durs, Achat vente matériel BTP et Télécoms. Président : M GHUMAN BEGUM Azrar Ahmed demeurant 3 boulevard Carnot 95400 VILLIERS-LE-BEL élu pour une durée de 99 ans. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la Société. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PARIS.

Vous voulez passer une annonce dans Libération

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne
<http://petites-annonces.libération.fr>

Immobilierimmo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

Université américaine (EDUCO) cherche familles Paris (1er au 20ème arrdt) pour hébergement rémunéré d'étudiants (1030€/mois) chambres individuelles petit déjeuner tous les jours 3 repas par semaine Durée du séjour : septembre à décembre et/ou janvier à fin mai
Tél : 09.77.35.00.58

Répertoire

annonces@teamedia.fr / 01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

Disquaire achète au meilleur Prix**DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITES**

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World -(Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections**Contactez-nous 07 69 90 54 24****MATÉRIEL AUDIO**

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH**Votre journal****Libération**

est habilité pour toutes vos ANNONCES LÉGALES sur les départements

75 93 94

de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail legales-libe@teamedia.fr

Pour un monde plus juste et plus solidaire

Rejoignez le Secours populaire proche de chez vous.
secourspopulaire.fr



pierre di Sciullo 2023



Pour faire un don scannez ce QR code

Libération

Chaque mardi, la newsletter de «Libération» passe au crible l'extrême droite, du RN aux groupuscules violents



FRONTAL

Inscrivez-vous sur libe.fr/frontal



À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. Grey's Anatomy. Série. La chasse au trésor. Opération solo. **23h00. Grey's Anatomy : Station 19.** Série. La marche des fiertés. Un jour de pleine lune.

FRANCE 2

21h10. Flash(s) - « Double vue ». Téléfilm. Avec Miou-Miou, Marie Denarnaud. **22h45. Infrarouge.** Documentaire. Derniers soins.

FRANCE 3

21h05. S.T.O. les oubliés de la victoire. Documentaire. **22h40. Les héros du patrimoine.** Documentaire. Les gardiens de l'esprit ouvrier.

CANAL+

21h10. L'heureuse élue. Comédie. Avec Camille Lellouche, Lionel Erdogan. **22h35. Guillermo Guiz - « OZZY ».** Spectacle.

ARTE

20h55. Wahou !. Comédie. Avec Karin Viard, Bruno Podalydès. **22h25. Appartement proche Paris, charme atypique.** Documentaire.

M6

21h10. Top chef. Jeu. Émission 10 (1 & 2/2) - Saison 16. Présenté par Stéphane Rotenberg. **23h35. Top chef.** Jeu.

FRANCE 4

21h00. Rolling Stones - Licked Live in NYC. Concert. **23h15. Le doc stupéfiant.** Documentaire. L'histoire française des Rolling Stones.

FRANCE 5

21h05. La grande librairie. Magazine. Présenté par Augustin Trapenard. **22h35. C ce soir.** Magazine.

PARIS PREMIÈRE

21h00. Capitaine Marleau. Série. Quelques maux d'amour. Avec Corinne Masiero, Kad Merad. **22h40. Capitaine Marleau.** Série.

TMC

21h25. Camping 2. Comédie. Avec Franck Dubosc, Richard Anconina. **23h20. Camping.**

W9

21h10. Enquêtes criminelles. Magazine. Compte à rebours mortel (1 & 2/2). **23h10. Enquêtes criminelles.** Magazine.

TFX

21h10. Cleaners les experts du ménage. Magazine. Fanny face à Laura fan de mangas. **23h00. Cleaners les experts du ménage.** Magazine.

CSTAR

21h10. Vol 93. Drame. Avec Lewis Alsamari. **22h55. Les rivières pourpres 2 : les anges de l'apocalypse.** Film.

TF1 SÉRIES FILMS

21h10. Fast and Furious 4. Action. Avec Vin Diesel, Paul Walker. **23h05. Fast and Furious 2.** Film.

6TER

21h10. Kaamelott. Série. Avec Alexandre Astier, Franck Pitiot. **22h45. Kaamelott.** Série.

CHÉRIE 25

21h05. Castle. Série. La fin du monde. Tirs croisés. **22h55. Castle.** Série. 2 épisodes.

L'ÉQUIPE

21h10. After Earth. Science-fiction. Avec Will Smith, Jaden Smith. **22h55. L'Équipe du Soir.** Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

21h10. Top Gear France. Documentaire. Ceux qui veulent devenir cascadeurs. **22h30. Top Gear France.** Documentaire.

RMC STORY

21h10. 100 jours avec les gendarmes des Alpes. Documentaire. Épisode 1. **22h25. 100 jours avec les gendarmes des Alpes.** Documentaire.

LCP

20h30. Débatdoc. Documentaire. Un hangar sur le port. **21h30. Débatdoc - Le débat.** Magazine. **22h00. Sens Public.** Magazine.



[www.libération.fr](http://www.liberation.fr)
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spéciaux), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES & CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation :
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents.
Pour joindre un journaliste par mail : initialle du prénom.nom@liberation.fr



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

4	9	5	1	6	7	8	2	3
6	1	2	3	8	5	7	9	4
7	3	8	2	4	9	6	5	1
9	8	3	4	5	2	1	6	7
5	6	4	7	1	3	2	8	9
1	2	7	8	9	6	4	3	5
8	5	6	9	7	4	3	1	2
2	4	9	6	3	1	5	7	8
3	7	1	5	2	8	9	4	6

DIFFICILE

3	9	4	6	7	2	5	8	1
2	5	6	4	8	1	7	3	9
7	1	8	3	5	9	6	2	4
6	2	1	5	9	3	4	7	8
4	8	5	7	1	6	2	9	3
9	3	7	8	2	4	1	5	6
8	7	3	1	6	5	9	4	2
5	6	2	9	4	8	3	1	7
1	4	9	2	3	7	8	6	5

D SUDOKU 5550 MOYEN

8	3		9		4	5
	1		6			2
2		4	7	9		
6	5	7	8	9		6
3						6
7	2	6	9	1	5	
8	9	6	2			
5	2	1		8		
6			7		2	9

D SUDOKU 5550 DIFFICILE

8	6							9
	5	8	1					
4		9	3	6				
9	6		3	5				
1	7	2	6		9			
	9					6		
3	1					7		
2	8	3						
7				6	3			

Retrouvez les derniers numéros de Libération et nos collectors sur notre boutique

LIBÉRATION VENDREDI 20 DECEMBRE 2014

« À PRÉSENT, J'AI CONFiance »
Gisèle Pellicot, à l'issue du procès des viols de Mazan

LE TRI + FACILE

MEMBRE DE L'ACPM. CPPAP: 1125 C 80064. ISSN 0335-1793.

ORIGINE DU PAPIER: FRANCE TAUX DE FIBRES RECYCLÉES: 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

INDICATEUR D'EUTROPHISATION: PTOT 0.009 kg/t de papier La responsabilité

JEAN TIBERI

Paris perd un électeur dans le Ve

DISPARITION

Maire de la capitale entre 1995 et 2001, ce fidèle de Jacques Chirac était devenu le symbole des magouilles de la droite parisienne. Devenu paria dans son propre camp, il est mort mardi, à 90 ans.

Par
SACHA NELKEN

Terminées les promenades autour du Panthéon, dans les rues du Ve arrondissement qu'il s'accordait encore quasi quotidiennement, même diminué par le poids des années. L'ancien maire RPR de Paris Jean Tiberi est mort à 90 ans, a annoncé mardi la maire du Ve arrondissement de la capitale, dans ce Paris où tout avait commencé pour lui. Fils d'un employé d'assurance et d'une sténodactylo, c'est bien là, malgré ses origines corses, dans ce Ve arrondissement sur lequel il régnera durant des décennies, qu'il naît, en 1935, dans la clinique de la rue Geoffroy-Saint-Hilaire. La même où avait vu le jour, deux ans et demi plus tôt un certain Jacques Chirac. «C'est une circonstance historique!» dira Tiberi en 2014 à la revue politique *Charles* tant les destins politiques des deux hommes seront liés. En attendant, le jeune Parisien aux dents du bonheur fait ses classes au collège Sainte-Barbe et dans le prestigieux lycée Louis-le-Grand. Baccalauréat en poche, il se tourne naturellement vers le droit (la faculté est située place du Panthéon) et devient magistrat. D'abord substitut à Metz et à Meaux, puis juge à Beauvais. Il se dira que Jean Tiberi n'aurait pas craché sur le ministère de la Justice...

Rapidement, la politique entre dans la vie de celui qui deviendra bien plus tard maire de Paris. A 16 ans, en 1951, le Corse de la capitale adhère au Rassemblement du peuh-

ple français (RPF) de Charles de Gaulle. Plus précisément à l'Union gaulliste, censée regrouper les partisans de gauche du Général. C'est là qu'il rencontre René Capitant grâce auquel, il est élu pour la première fois au Conseil de Paris, en 1965. Le premier mandat d'une longue série. Trois ans plus tard, il découvre le Palais Bourbon où il remplace en tant que suppléant René Capitant nommé garde des Sceaux. Tiberi restera député quarante-quatre ans, jusqu'en 2012. De Paris, bien évidemment.

Orgue de barbarie

Car Jean Tiberi n'a d'yeux que pour la capitale et ce Ve arrondissement dans lequel il aura passé toute sa vie, depuis l'appartement familial de son enfance, à l'angle de la rue Claude-Bernard et de la rue Edouard-Quenu, à celui acquis plus tard sur l'inévitable place du Panthéon. Il en connaît les moindres recoins allant jusqu'à écrire un livre historique sur ses terres (*le Quartier Latin*, éditions Sand, 1988). Il y raconte les histoires de la montagne Sainte-Geneviève, la disparition de la Bièvre... Il faut dire que cinq ans auparavant, l'élu municipal est devenu le maire de ce fief de plus 50 000 habitants. Un poste conquis en mars 1983, qu'il quittera en 2014. Avec une pause de 1995 à 2001, le temps d'occuper le poste tant convoité de maire de Paris.

Pour ça, Jean Tiberi peut remercier un certain Jacques Chirac. Les deux hommes se rencontrent au début des années 70. Le Corrézien est alors ministre délégué aux Rela-

tions avec le Parlement de Georges Pompidou et est déjà perçu par certains comme une figure montante chez les gaullistes. Tiberi est de ceux-là. «*Compte tenu de son style, de son engagement et du rôle qu'il jouait à l'époque, j'ai eu le sentiment qu'il pourrait être un jour un leader dans la lignée du gaullisme et du pompidolisme. Je ne voyais pas qui d'autre avait l'autorité, le style et la force physique pour prendre la succession de ces deux hommes*», racontera-t-il en 2014. Une amitié naît entre les deux hommes. En 1976, alors Premier ministre, Chirac nomme le Parisien secrétaire d'Etat chargé des Industries alimentaires. Poste qu'il n'occupera que sept mois avant que son mentor ne quitte Matignon. Mais quand, l'année suivante, le futur président de la République cherche un point de chute pour conquérir la capitale, Tiberi l'accueille dans son Ve arrondissement. En 1977, Chirac est élu maire de Paris. Cinq ans plus tard, son ami devient son premier adjoint. Le 7 mai 1995, Jacques Chirac gagne la présidentielle après deux échecs. En partance pour l'Elysée, le nouveau chef d'Etat doit régler sa succession pour la mairie de Paris. Plusieurs candidats sont sur les rangs, dont l'ancien ministre de la Culture Jacques Toubon. C'est finalement Jean Tiberi qui est choisi après de longues hésitations chiraquien... et contre toute attente. «*Je suis un des seuls à qui Jacques Chirac n'a pas promis la mairie de Paris*», déplorait le natif du Ve arrondissement à l'aube de la campagne présidentielle. Jacques Dominati,

qui s'y serait bien vu lui aussi confirme: «*Je ne pouvais pas songer un seul instant que Tiberi allait être maire de Paris vu les jugements que Chirac portait sur lui, je n'aurais jamais pensé qu'il pouvait le choisir. Il disait que Tiberi était incapable de prendre une décision*», confie l'élu parisien, qui sera finalement premier adjoint, dans l'excellent documentaire d'Yves Jeuland et de Pascale Sauvage *Paris à tout prix* retracant la campagne municipale de 2001. Mais qu'importe, Jean Tiberi est bel et bien le nouvel édile de la capitale. Ce qui, bien sûr, aiguise les jalouses. En 1998, Jacques Toubon et sa bande tentent un putsch en créant un groupe dissident au Conseil de Paris pour renverser le maire. Sans succès. «*J'ai le souvenir assez misérable de certains élus dont je tairai le nom à qui j'ai enlevé leurs voitures de fonction, ce qui les a profondément troublés. C'est là où j'ai vu la faiblesse de certains au plan moral et politique*», se remémorera Tiberi en 2014 dans *Charles*. Au cœur des critiques et en toutes circonstances, l'éphémère secrétaire d'Etat peut en tout cas compter sur un soutien indéfectible. Celui de sa femme Xavière née Casanova. La rencontre a eu lieu en Corse au milieu des années 50. Elle est radicale-socialiste et fille d'un pâtissier réputé de Corte. Corse à 100%. Ils se marient en 1958 et donnent naissance à deux enfants Dominique (dit Dumé) et Hélène. D'abord dans l'ombre, Madame est de plus en plus présente auprès de son mari à la mairie de Paris. D'ailleurs, on commence à parler désormais «des» Tiberi. Parfois dans les couloirs de l'hôtel de ville, les langues fourchent: «*Monsieur le maire de Paris Xavier Tiberi.*» «*Xavière Tiberi dans l'imagerie populaire a pris le pas sur son mari*», estime le socialiste Tony Dreyfus dans *Paris à tout prix*. Le couple devient



Jean Tiberi à Paris, en 2001. Maire sortant, il n'est pas réinvesti cette



année-là par son parti qui lui préfère Philippe Séguin. Il devra céder son siège à Bertrand Delanoë. PHOTO LAURENT TROUDE

également une des cibles préférées des *Guignols de l'info* de Canal+. Dans l'émission, Xavière est représentée comme un personnage un brin envahissant cherchant à faire passer son mari pour un martyr. Exemple, dans le sketch «Jean de Paris», où elle chante «il avait les dents du bonheur/Mais sa vie c'était du malheur/Jean de Paris, Jean Tiberi» pendant que le maire de la capitale, béret sur la tête, joue de l'orgue de barbarie...

Tache indélébile

Uni dans la vie, le couple le sera également face à la justice. Car à partir de la fin des années 90, les affaires s'enchaînent. En juillet 1996, le *Canard enchaîné* révèle que Xavière Tiberi a perçu 200 000 francs (environ 30 000 euros) du conseil général de l'Essonne pour avoir rédigé un rapport de 36 pages sur la francophonie, bourré de fautes, en huit mois. *Libé* affirme qu'en plus,

elle s'est largement inspirée d'un livre déjà paru. Voilà la femme du maire de Paris accusée d'emploi fictif. Elle nie en bloc et dénonce une cabale visant à atteindre son mari. «On a tout fait pour m'abattre, je suis toujours là. Mon image a été massacrée par les amis politiques de mon mari. Les attaques vont s'amplifier car mon mari est un gêneur», dit-elle lors d'un déjeuner avec des journalistes au début du mois de septembre 1999. Selon elle, l'affaire est orchestrée par Jacques Toubon qui n'a pas digéré le choix de Jean Tiberi pour diriger la capitale. «Il m'a jetée dans l'arène, pour que l'on occulte d'autres dossiers, pour que l'opinion publique soit repue de ce problème fabriqué», grince-t-elle. Finalement, Xavière Tiberi s'en sort en 2001, quand la cour d'appel de Paris décide d'annuler la procédure pour vice de forme. Reste que les démêlés judiciaires du couple ne s'arrêtent pas là. De-

«Jacques Chirac est un ami fidèle mais c'est un homme politique...»

Jean Tiberi
en 2014

puis 1997, une autre affaire menace les Tiberi. Celle dite des faux électeurs du Ve arrondissement. Cette année-là, le *Canard enchaîné* affirme que le RPR a inscrit illégalement entre 3 000 et 4 000 personnes sur les listes électorales du fief du maire de Paris pour les municipales de 1995 et pour les législatives de 1997. Dans le but, évidemment, d'assurer au représentant de la droite chiraquienne des réélections tranquilles. Les candidats écologiste et socialiste Yves Frémion-Danet et Lyne Cohen-Solal portent plainte. Et si Tiberi est réélu député

– au second tour, une première –, le Conseil constitutionnel, saisi par plusieurs recours, relève des «irrégularités graves et répétées» dans l'élection sans que cela ait «*inverse le résultat du scrutin*». Au fil de l'enquête, la justice découvre que certains ont accepté de s'inscrire frauduleusement sur les listes en échange d'un emploi à la mairie ou d'un logement social. Plusieurs centaines d'électeurs se révèlent aussi être décédés depuis plusieurs années. Fidèle à lui-même, le couple nie en bloc. Le Corse poursuit sa carrière politique comme si de rien n'était. Mais après un long marathon judiciaire de près de vingt ans, le couple est définitivement condamné en 2015. A dix mois de prison avec sursis pour lui et neuf mois pour elle. La peine est assortie de trois ans d'inéligibilité. Une tache indélébile.

Mais la chute de Jean Tiberi avait commencé bien plus tôt. Maire de

Paris depuis 1995, l'édile entend bien briguer un nouveau mandat en 2001. «*Je suis candidat, ça va de soi*», anticipe-t-il dès 1999. Mais les prétendants sont nombreux. L'adjointe aux parcs et jardins Françoise de Panafieu, l'ancien Premier ministre Edouard Balladur et le député-maire d'Epinal Philippe Séguin lorgnent aussi l'hôtel de ville. «*Ce ne sont plus des primaires, c'est l'annuaire*», se marre le candidat socialiste, Bertrand Delanoë. L'élu du Ve se voit imposer un processus de désignation interne laissant aux cadres du RPR le soin de trancher. Lui aurait préféré un vote des militants, d'autant que Tiberi ne peut même plus compter sur le soutien de Jacques Chirac avec qui les rapports se sont distendus. «*Jacques Chirac est un ami fidèle mais c'est un homme politique...*» dira-t-il en 2014 à propos de leurs relations en dents de scie. Finalement, le RPR investit le gaulliste social Philippe Séguin. Au grand dam de Tiberi qui maintient sa candidature et se lance en dissident. Le parti chiraquien ne peut rien faire pour le convaincre de se retirer et décide son exclusion le 12 octobre 2000.

«*C'est sans doute une des plus mauvaises soirées que j'ai passée*», réagit-il. A chaque micro tendu, le maire de Paris dénonce «une procédure qui rappelle d'autres âges et d'autres régimes, qui fait du RPR le dernier parti cousin du Parti communiste de Corée du Nord et de Philippe Séguin une sorte de Kim Jong-il des Vosges.» Fâché, le maire retire à tous ses adjoints séguinistes leurs délégations. Ne restent que les fidèles. Lors d'un meeting en février 2001, devant un Charles Pasqua au premier rang, le chanteur populaire Francky Vincent pousse la chansonnette pour le maire de la capitale. «*Vas-y Titi tiens bon/Vas-y Titi t'es bon bon bon*», chante-t-il sous l'air de son tube *Fruit de la passion*.

Le 18 mars 2001, l'inévitable se produit. La gauche, bien aidée par les divisions de la droite et la campagne catastrophique de Séguin s'empare de la capitale. Bertrand Delanoë est élu maire de Paris. Filmée par les équipes de *Paris à tout prix*, Xavière Tiberi explique, une fois encore, que son mari a été victime d'un complot. «*On m'a envoyée au tribunal pour occulter les autres problèmes. Comme ça le public avait sa proie, comme dans les arènes [...]. C'est une honte, s'en prendre à une femme pour tuer un homme, c'est odieux, ça n'existe dans aucun autre pays ; chez nous en Corse ça n'existe pas*», accuse-t-elle. Mais l'intéressé sauve les meubles en s'imposant tout de même dans le Ve arrondissement. Il en restera le maire jusqu'en 2014. Cette année-là, le couple tente d'installer son fils Dominique pour prendre la suite. Mais le nom Tiberi n'est plus un sésame suffisant. La candidate de la droite à l'hôtel de ville, Nathalie Kosciusko-Morizet, lui préfère Florence Berthout. «*Dumé* pense pouvoir l'emporter quand même en dissident en surfant sur son histoire familiale. Il s'incline. Ultime pari perdu. ♦

IDÉES/



Yadh Bousselmi, Mohamed Joo et Sherifa Riahi ont été interpellés en mai 2024 et sont détenus depuis. PHOTOS DR

Trois membres de France Terre d'asile sont emprisonnés à tort en Tunisie : libérez-les !

Accusés d'avoir hébergé et accompagné des personnes migrantes vulnérables, des collaborateurs de l'ONG sont toujours détenus alors que l'association a été mise hors de cause par la justice tunisienne.

Depuis un an, trois de nos collègues en Tunisie – Yadh Bousselmi, Mohamed Joo et Sherifa Riahi – sont détenus dans le cadre de poursuites liées à nos actions d'accompagnement des réfugiés et des personnes vulnérables présentes sur le sol tunisien. Trois autres collègues sont également sous contrôle judiciaire. Pour autant, leurs missions ont été menées dans le cadre légal national, en conformité avec les engagements internationaux de la Tunisie, notamment la convention de Genève relative au statut des réfugiés. Ce sont

des professionnels ayant agi dans un cadre réglementé, clair et transparent. Cette situation, injuste et douloureuse, n'a plus aucune justification. La justice tunisienne a levé les accusations visant notre organisation. Il est temps que, par cohérence, cette décision s'applique à celles et ceux qui n'ont fait qu'agir pour elle.

En mai 2024, nos bureaux à Tunis, Sfax et Sousse ont été perquisitionnés. Six membres de notre équipe ont été interpellés. France Terre d'asile elle-même a été mise en cause. Après plusieurs mois, le juge d'instruction a tout d'abord abandonné les charges criminelles contre nos collègues et notre association. Cependant, en février, sur appel du parquet, la chambre de mise en accusation a rétabli ces charges contre nos collègues, mais a écarté de toutes poursuites l'association. Pourtant, nos collègues restent détenus, comme si leur engagement pour le respect du droit pouvait justifier une suspicion durable. L'accusation principale ? L'hébergement et l'accompagnement de

personnes migrantes vulnérables. Or, ces hébergements ont été réalisés dans le cadre d'une réponse humanitaire et apolitique, concertée avec les autorités tunisiennes et les organisations internationales compétentes.

DERRIÈRE CES NOMS, IL Y A DES VIES

Depuis 2012, le bureau tunisien de France Terre d'asile, inscrit au Journal officiel, mène en Tunisie des projets au service des réfugiés et des personnes grandement vulnérables. Nos actions sont conduites avec rigueur, en partenariat avec les autorités nationales : le Haut Commissariat des Nations unis pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), dans le cadre d'accords officiels, suivis et audités. Ces actions constituent l'application concrète des engagements internationaux de la Tunisie. Rien dans l'activité de nos professionnels salariés de notre organisation ne s'est écarter de cette ligne. Derrière ces noms, il y a des vies. Et ce sont ces vies que cette situation continue de bouleverser.

Yadh Bousselmi, directeur de notre bureau en Tunisie, est un homme dont le parcours force le respect. Juriste, diplomate, conseiller au ministère des Affaires étrangères, représentant de la Tunisie aux Nations unies, il a choisi de mettre ses compétences et son expertise sur les questions migratoires au service de l'application concrète des textes internationaux et des normes nationales relatives aux droits de l'homme. Son engagement professionnel en tant que directeur prolonge son engagement pour son pays. Aujourd'hui, il est éloigné de son épouse, de sa famille, de sa mère malade et de sa fille

Par
NAJAT VALLAUD-BELKAÏD



Présidente
de France Terre d'asile

de 6 ans, Aïsha (1), qui attendent toutes et tous son retour. Mohamed Joo est directeur administratif et financier depuis 2020. Professionnel rigoureux, travailleur intègre, il est aussi père de famille. Lina, 13 ans, Selma, 10 ans, et Youssef, 7 ans, ainsi que son épouse et sa mère gravement malade attendent depuis une année le retour d'un père, d'un mari et d'un fils qu'ils ne voient plus. Sherifa Riahi, ancienne directrice du bureau, est une voix reconnue dans la société civile tunisienne sur les questions de migration et de protection. Son expérience au sein de l'OIM et son engagement local en ont fait une interlocutrice respectée. Aujourd'hui, elle est tenue à l'écart de ses deux très jeunes enfants : Adam, 4 ans et Leïla, 1 an. Elle est séparée d'eux dans un moment de leur vie où la présence d'une mère est irremplaçable.

UNE INCERTITUDE INSUPPORTABLE

Le maintien en détention de ces femmes et de ces hommes en raison de leurs fonctions professionnelles, alors que l'association a été mise hors de cause, soulève des interrogations légitimes. Nous souhaitons croire que la justice permettra de clarifier les faits avec sérénité et dans le respect des droits de chacun. Mais ce que nous savons déjà, c'est que rien ne justifie qu'ils restent enfermés.

Nous appelons les autorités tunisiennes à prendre la mesure de l'urgence humaine que représente cette situation. Le temps de la détention, dans des conditions extrêmement difficiles, loin de leurs proches et dans une incertitude insupportable, ne peut se prolonger indéfiniment, surtout quand les faits reprochés relèvent d'un travail accompli avec loyauté, sous mandat, et dans un cadre légal.

Nous appelons également les autorités françaises et européennes à intervenir avec responsabilité. Ces femmes et ces hommes ont agi au nom d'une ONG française, dans le cadre d'une solidarité prévue par le droit international, essentielle. Les protéger, c'est défendre les principes d'une coopération fondée sur l'humanité, la rigueur et la confiance mutuelle. Leurs proches les attendent. Leurs enfants grandissent dans l'absence. Et nous, leurs collègues, restons fidèles à cette exigence simple mais essentielle : justice, dignité, liberté. Libérez-les. ♦

(1) Certains prénoms ont été modifiés.

Le monde du cinéma doit agir contre le pire de notre histoire contemporaine

Au début du Festival de Cannes, ils étaient 900 à signer une tribune dans «Libération» pour dénoncer l'horreur de Gaza. Le collectif à l'origine du texte lance ici un appel aux dirigeants et pour la mise en place de chaînes de solidarités.

Par
LE COLLECTIF ARTISTES POUR LA PALESTINE

Vendredi dernier, veille de la cérémonie de clôture du Festival de Cannes, plus de 900 artistes du monde du cinéma avaient signé un appel à s'engager contre le génocide à Gaza. Depuis la publication de cette lettre le 12 mai dans *Libération*, la liste des signataires n'a cessé de grossir, réunissant des personnalités mondiales. Alors que la situation s'aggrave encore, que Nétanyahou et son gouvernement s'emploient à prendre le contrôle total du territoire, et tandis que les aides humanitaires continuent à être bloquées par Israël, que les bombardements israéliens ciblant des civils se poursuivent, que la famine tue en masse les Gazaouis, nous invitons le maximum d'artistes et personnalités à nous rejoindre pour intensifier nos voix et nos luttes. Nos pays ont failli. Nous avons échoué collectivement à nommer et à identifier les faits pour protéger une population.

Comment agir, quand ce même gouvernement israélien mène aussi une guerre psychologique en nous mettant face à notre impuissance? S'informer. Car chaque relais de propagande israélienne donne aujourd'hui un blanc-seing pour affamer la population gazaouie et prépare un terrain favorable à tous les régimes qui mépriseraient le droit international. Nous avons entendu trop de mensonges. En assassinant régulièrement des journalistes comme Fatma Hassouna, l'armée israélienne démontre que son ennemi est la vérité. Créer des chaînes de solidarité avec les artistes qui perdent leur travail et reçoivent des menaces et des intimidations au quotidien, à la suite de leur soutien public envers le peuple palestinien. Interroger nos dirigeants, qui semblent ne réagir que sous la pression d'une mobilisation civile massive. Les rappeler à leurs obligations de prévenir tout risque de génocide. Refuser toute forme de complicité avec un gouvernement génocidaire, en dénonçant toute vente d'armes à Israël et boycottant les entreprises qui alimentent les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Rappeler que la fin de l'apartheid en Afrique du Sud ne s'est faite qu'au prix d'une

lutte émanant d'abord du monde citoyen, à travers les syndicats, le monde universitaire, les féministes, les églises, mais aussi le monde sportif et culturel, avant que 25 pays n'exercent finalement des sanctions économiques à savoir l'interdiction d'exporter des produits pétroliers vers l'Afrique du Sud, le boycott des produits sud-africains et le désinvestissement des entreprises internationales. Gaza est notre conscience. Notre ligne morale. Gaza est un reflet du monde qui arrive, un monde dans lequel on normalise les morts massives, et dans lequel les minorités peuvent être assassinées en direct. Quand les droits fondamentaux sont en jeu, la culture doit s'an-

crer dans le présent pour protéger le vivant, détenir un rôle de relais, et non prévoir des hommages dix ans plus tard, quand le peuple palestinien aura été exterminé. Nos libertés ne peuvent s'ériger

En assassinant régulièrement des journalistes comme Fatma Hassouna, l'armée israélienne démontre que son ennemi est la vérité.

sur l'exploitation et la destruction d'autres populations. Nous refusons un monde dans lequel les intérêts stratégiques et économiques priment sur la vie d'innocent·e·s. Prenons la parole contre le pire de notre histoire contemporaine. Ne nous cachons plus derrière des positions mortifères, des excuses d'impossible neutralité. Ne laissons pas le business de la guerre nous dicter nos comportements. Signer un texte ne doit pas simplement servir notre bonne conscience, mais être suivi de conséquences. Face à l'urgence et à l'horreur, nous devons passer à l'action. ➔

Liste des soutiens du collectif consultable sur le site artists4fatem.org

SIGNÉ COCO





La compagnie XY Volteige de l'amour

Spécialistes du porté acrobatique, les circassiens implantés dans les Hauts-de-France présentent pour leurs 20 ans «le Pas du monde», formidable création accompagnée d'actions dans l'espace public pour toucher une population éloignée du spectacle vivant.

Depuis 2018, XY développe son rapport au public en parallèle du circuit scénique traditionnel. PHOTO SAMUEL BUTON. COLLECTIF XY

Par
GILLES RENAULT
Envoyé spécial à Valenciennes

Dans l'absolu, 20 ans, ça reste jeune. Mais lorsqu'il s'agit de l'âge d'une compagnie, a fortiori de cirque, donc axée sur la prouesse athlétique, le compte rond pourrait peser. Que nenni. XY virevolte comme jamais, l'histoire commencée à Lille, précisément au Centre régional des arts du cirque (Crac) de Lomme, continuant de s'écrire depuis ce jour de 2005 où deux enseignants décidèrent d'unir leur destin créatif à des élèves. Mieux même, au sein d'un groupe qui entre-temps n'a cessé de croître, cinq des six membres d'origine sont encore de la partie. Parmi lesquels Airelle Caen, qui plante ainsi le décor de créations qui, justement, ont la singularité de ne pas en avoir (de décor) : «*Nous y allions au début à tâtons. Mais, en se retournant aujourd'hui, nous avons le sentiment d'avoir parcouru mine de rien un sacré bout de chemin, notre évolution ressemblant peut-être en définitive à celle d'une cellule vivante : une structure moléculaire donnant un embryon qui va apprendre, tester. Puis, ado, s'exprime de manière sans doute plus fougueuse, avant d'atteindre une forme de maturité que désormais traduirait une approche parfois moins démonstrative et un désir d'ouverture visant notamment à se confronter à d'autres univers que le nôtre.*»

PYRAMIDES ET COLONNES HUMAINES

Joinnant le geste à la parole, XY a donné naissance le 14 mai, à Valenciennes (Nord), à son sixième spectacle, appelé à tourner de longs mois, voire années. On avait quitté la troupe sur le magistral *Möbius*, conçu en collaboration avec le chorégraphe Rachid Ouramadane. Une pièce tutoyant les sommets, à la fois sombre et virtuose, qui, dévoilée en 2019, continue du reste de circuler. Place maintenant au *Pas du monde*, où deux chanteuses et un chanteur enluminent les figures de cette vingtaine de circassiens ayant pour signe particulier de ne développer qu'une seule discipline, ici poussée dans ses retranchements paroxystiques, le porté acrobatique. Où comment ne jamais cesser d'explorer – et d'exploiter – un potentiel haletant inexorablement reconfiguré.

Le Pas du monde questionne cette fois la relation de l'humain à la nature (et vice versa) en un continuum de tableaux où, entre hybridations et métamorphoses, transparaîtront, ici les ondulations de vagues, là, l'épanouissement de fleurs. Mais aussi telle cordée défiant la chute au sommet d'une falaise, ou figure de thérianthrope, créature mi-humaine mi-animale, que, sur la bien nommée scène nordiste du Phénix, il serait vain de vouloir à tout prix identifier. Contrairement à *Möbius*, qui s'accomplissait dans la noirceur, la création anniversaire ne boude pas la couleur (à l'exemple des tee-shirts aux tonalités variées). De même qu'une liturgie poétique entraîne parfois dans les limbes ce phalanstère désormais cosmopolite qui, entre portés, saltos et sprints, ne se satisfait pas de pyramides et de colonnes humaines – toujours à couper le souffle – pour affiner une expertise qui lui a valu à ce jour de tourner dans 28 pays, pour un nombre total de représentations avoisinant les

1500. «*Nous en sommes toujours à chercher une nouvelle acrobatie, sans doute moins académique et performative, en quête d'une liberté qu'on aspire à tordre, ou renouveler. Une fois définis les points de départ et d'arrivée, nos préoccupations artistiques tournent autour de savoir comment poser des images sur une technique qu'on ne souhaite pas particulièrement complexifier, au contraire même*», développent d'une même voix la pionnière Airelle Caen et Guillaume Sendron, monté à bord de XY au moment du *Grand C*, le deuxième chapitre imaginé en 2009 par la compagnie implantée dans les Hauts-de-France. *Manières d'être vivant*, le livre du philosophe Baptiste Morizot, est passé entre pas mal de mains pendant la gestation du *Pas du monde*, entamée en octobre 2023, les premières résidences de création ayant, elles, démarré en août 2024. D'autres repères ont balisé le projet, mêlant références picturales (*le Radeau de la méduse* de Géricault, *la Liberté guidant le peuple* de Delacroix), littéraires (l'auteur de SF Alain Damasio), scénographiques (l'inspiration polymorphe du Sud-Africain William Kentridge)... et virées pédestres dans les Alpes du Sud. Aujourd'hui à flots, le spectacle capitalise sur le long terme, avec déjà soixante dates



CULTURE//



Le Pas du monde questionne la relation de l'humain à la nature (et vice versa). PHOTO MÉLISSA WAUCQUIER

calées jusqu'au printemps 2026, dont une longue halte automnale à Paris, à la Villette.

UNE VITALITÉ EXTRAORDINAIRE

Sur ces entrefaites, *Möbius* jouera sa 300^e représentation le 27 juin à Marseille. Car, faisant maintenant partie de la minorité de compagnies ayant pignon sur rue, XY a su développer le don d'ubiquité. Après la bande des six initiale, le collectif mobilise désormais une cinquantaine d'artistes prêts à satisfaire la demande. Inhérent au porté acrobatique, où les vols planés et sauts coordonnés ne tolèrent aucune approximation, le mot «solidarité» reste de mise au sein de l'équipe.

Inhérent au porté acrobatique, où les vols planés et sauts coordonnés ne tolèrent aucune approximation, le mot «solidarité» reste de mise au sein de l'équipe.

une dizaine de nationalités se côtoient, Français, Brésiliens, Chiens, Marocains, Allemands ou Israéliens parlant le même langage circassien. «Soutenus par des institutions comme Chaillot ou la Villette, mais aussi le ministère de la Culture, ou la Fondation BNP Paribas, nous avons conscience d'avoir un statut bien différent de celui, parfois problématique, de nombreuses jeunes compagnies, admet le directeur de

production, Antoine Billaud. *Carla* situation est assez paradoxale : le cirque a sans doute gagné en reconnaissance, il y a des crédits, des aides à la création et on constate une vitalité extraordinaire. Pour autant, la réalité reste complexe et fragile, avec des troupes qui disparaissent au bout de seulement deux ou trois ans, ou travaillent sur de nouveaux spectacles qui ne parviennent à exister que le temps d'une quinzaine de représentations.»

D'où la nécessité d'un questionnement passant aussi par le rapport au public que, depuis 2018, XY développe en parallèle du circuit scénique traditionnel. Baptisées «les Voyages», ou «Nos bords du monde», les expériences visent à aller à la rencontre d'une population qui, souvent, n'a ni les codes ni les moyens financiers pour pousser la porte des théâtres. Une trentaine d'expériences ont déjà vu le jour, sur un marché de Vaulx-en-Velin, en marge des Nuits de Fourvière, à Montpellier, dans le quartier de la Mosson, au Portugal... En atten-

dant São Paulo en août, ou Toulon, en septembre.

«CRÉER LA RUMEUR, PERTURBER LE RÉEL»

En novembre, cinq ou six acrobates reviendront dans le Nord pour animer une formation destinée à 80 cadres de santé du centre hospitalier de Valenciennes. Plus tôt, en septembre, la commune de Saint-Saulve servira de cadre à un autre «projet de territoire». Une intervention étalée sur six jours, qui nécessite des appuis locaux, et pas mal de repérages, qu'une petite délégation effectue en ce jour ensoleillé de mai à la Pépinière, un quartier dit «prioritaire», à quelques heures de la création du *Pas du monde*.

D'une maison de quartier à l'école primaire, il faut trouver le lieu idoine qui pourra héberger l'expo photo complétant les déambulations, détailler les bâtiments, évaluer les jauge, estimer les distances et temps de trajet. Rassurer aussi les équipes techniques de la ville, qui, bien que coopératives,

s'inquiètent d'un usage «dévoyé» du mobilier urbain et souhaitent se prémunir contre tout pépin éventuel. «Nous avons les assurances requises et s'il se passait quoi que ce soit, votre responsabilité ne serait pas engagée», précise Julien Amiot, un des acrobates, détaché pour l'occasion, qui précise : «Il y a tout à construire. Créer la rumeur, perturber le réel, ça prend du temps.» Une façon aussi, complète son compère Guillaume Sendron, de ne pas se complaire dans une bulle artistique, en vérifiant que, dans ces quartiers réputés difficiles, la pauvreté économique est souvent inversement proportionnelle à la richesse d'un tissu associatif qui veut croire au dynamisme du vivre-ensemble.»

LE PAS DU MONDE de XY
A Amiens le 27 mai puis en tournée 2025-2026 (avec un passage à Paris du 31 octobre au 23 novembre à la Villette).
MÖBIUS en tournée.
LES VOYAGES cet automne à Toulon, Saint-Saulve, Bordeaux...



La pièce jouit d'un élan de groupe, où l'on distingue chaque personnage, pour autant jamais réduit à sa caricature. PHOTO TERESA SUAREZ

Dans «Romancero queer», Virginie Despentes classe les codes

Portée par la vitalité de sa troupe, la première pièce écrite seule et mise en scène par l'autrice reprend habilement les lieux communs du bon vieux théâtre pour faire souffler sur scène un vent de révolte.

Quelques rectangles gris en mousse, un léger rideau de lamelles blanches qui tombe des cintres et sépare la scène en deux, une lumière qui provient du hors-champ : mais où sommes-nous ? Dans des coulisses bien sûr, au dos d'un plateau où l'on entend au loin vociférer au micro «Michel», un metteur en scène septuagénaire que les plus avertis reconnaîtront. Un opportuniste qu'on ne verra jamais et qui souffle le chaud et le froid sur une petite troupe bien choisie.

La bonne nouvelle de *Romancero queer*, première pièce que Virginie Despentes écrit seule après l'écriture collective de *Woke*, et mise en scène par elle-même, tient à la vitalité de la troupe et à leur attrait du jeu ensemble : un élan de groupe, où l'on distingue précisément chaque personnage, pour autant jamais réduit à sa caricature. Elémentaire ?

Certes. C'est la base de n'importe quelle pièce ? Peut-être, mais ici cette base n'est pas qu'une intention et elle est d'autant plus nécessaire que Virginie Despentes a pris pour objet le vieux théâtre en train de se faire, la répétition d'un spectacle ayant pour ligne directrice un vieux chef blanc, et plus précisément la création de *la Maison de Bernarda Alba* de Federico García Lorca, première pièce que l'autrice vit à l'adolescence dans les années 80, apprend-on dans le dossier de presse.

Mikado. Des personnages, des trajectoires, des punchlines, des répliques bien vues et ciselées : une vieille forme pour un vieux théâtre ? Disons qu'en tout cas, il n'y a pas la prétention de bouleverser l'écrin, mais plutôt de s'en emparer et le squatter à fond. Tout se passe d'autant mieux qu'au départ, les acteurs sont (exprès) légèrement à côté, pas

complètement à l'aise et forent de mieux en mieux leur rôle. Tout le plaisir tient à la manière dont Virginie Despentes utilise les codes de la bonne vieille dramaturgie pour faire entendre et montrer ce qui lui tient à cœur, à savoir la montée de la révolte contre l'autorité. «*Tu joues trop théâtre.*» «*Il te faut viser le neutre.*» Virginie Despentes chope les lieux communs en cours depuis au moins cinquante ans, tandis que sur le devant les drames et les doutes s'exaspèrent.

Il faudrait citer toute la troupe, Amir Bayly, Mata Gabin, Soa de Muse, tant la pièce est un jeu de mikado qui n'existe que par la manière dont chacun déplace tous les autres, sans seconds rôles. Nina (excellente Mascaré) souffre, robe rouge assortie à son téléphone rouge, tandis que ses chaussures orange font écho à sa chevelure, elle vient de se faire plaquer par sa copine qui lui a proposé

tout de go «*d'ouvrir*» leur couple ; Lou (formidable Clara Ponsot) ne cesse d'endosser le rôle de la jolie fille qui accepte tous les coups du grand metteur en scène, une posture qui met le reste de l'équipe hors d'elle ; Max (Casey, impeccable) commente : «*C'est donc ça le théâtre ? Je pensais qu'on allait bien s'amuser vu que c'est mal payé.*» Il est le seul à pouvoir arriver en retard, on comprendra pourquoi. Gaby (Sasha Andres qui fait un peu penser à Bulle Ogier dans *le Pont du Nord*), elle, sort de sept ans de taule. Si tout le monde est fasciné par le hold-up que l'actrice a commis par amour, personne n'a été la voir en prison. Contrairement aux taulards qui fascinent les visiteuses de prisons, les parloirs de femmes sont vides, et c'est un terrain aussi pertinent qu'un autre pour observer la différence culturelle des sexes.

«Imbécile». Quant à Faïrouz (géniale Soraya Garlenq), elle sait qu'elle va se faire virer, c'est la plus virulente qui tiendra, au trois quarts de la pièce, un monologue poignant, discours direct qu'on peut aussi entendre comme une ode à la simplicité du théâtre et à la capacité de Virginie Despentes de s'exprimer sans détour, rythme tapé du pied par le reste de l'équipe. On cite de mémoire : «*Aucun d'entre nous ici ne va mourir en beauté. ... Lorca n'est pas mort en beauté mais le cul criblé de balles parce qu'il était pétré. Ce qui est dangereux, c'est ce silence. Les élections confisquées, on n'a rien dit. Les milliardaires déments à l'Elysée, on n'a rien dit, les menaces de mort trumpistes, on n'a rien dit.*» Et parlant de Gaza : «*Quand il ne reste rien imbécile, ni air ni eau, que feras-tu de ton argent imbécile ?[...]*

Ne bouge pas, ne fait rien, ne dit rien. On nous répète que ça ne sert à rien.» Le public ne s'y trompe pas, qui cesse de rire, le silence se fait solide, puis applaudit.

Comment la pièce reprend ensuite ? On ne sait pas. Est-ce vraiment utile qu'elle reprenne ? Pas sûr. On se souvient que les deux dernières scènes traitent du *Dernier Tango à Paris*, et de la fille de 14 ans «*offrande*» au vieux cinéaste. On est tous d'accord, le public est acquis. Les rires ont repris, et les indignations et les vannes. Quant à nous, on est restée dans le monologue de Faïrouz. Et cette façon unique qu'à Virginie Despentes d'être à la fois hyper grand public et queer.

ANNE DIATKINE

ROMANCERO QUEER
de VIRGINIE DESPENTES
jusqu'au 2 juin au théâtre de la Colline (75020).

CULTURE/

«Paris noir»: Georges Coran, un inconnu en pleine clarté

Remis en avant par l'exposition du centre Pompidou, l'artiste, qui a dépeint une certaine réalité antillaise dans des toiles d'une créativité folle, a connu des débuts fulgurants avant de s'isoler et de tomber dans l'oubli.

C'est une tenture impressionnante, par sa taille, ses couleurs vives, son foisonnement. Deux personnages au corps bleu et au visage blanc y sont représentés dans une jungle luxuriante et fantasmagorique. Dès le début de l'exposition *Paris noir*, au centre Pompidou, elle se distingue, attirant l'œil des visiteurs qui, pour la plupart, ignorent le nom de l'artiste qui l'a peinte. «Georges Coran (1928, France) *Délire et Paix*, 1954», indique le cartel, laconique.

Georges Coran est tout aussi méconnu en France métropolitaine, où il a passé la majorité de sa vie jusqu'à sa mort en 2017, qu'en Martinique, son île natale. Malgré sa virtuosité dans l'usage des couleurs, des techniques, la singularité de sa représentation du folklore caribéen, Georges Coran est passé sous les radars de la critique et du public. Seul le plasticien Serge Hélenon lui rend régulièrement hommage. Cofondateur en 1970, à Abidjan, de l'école négro-caraïbe, un mouvement pictural influent, Hélenon raconte être arrivé à la peinture grâce à Coran. Dans les années 40, Georges Coran, étudiant à l'école des Arts appliqués de Fort-de-France, vivait dans la pension de famille tenue par la grand-mère d'Hélenon. Indépendant et débrouillard, il gagne déjà sa vie en dessinant des affiches pour un cinéma du centre-ville, ou en mettant son talent pour la gravure au service d'un oncle bijoutier.

«Vérité concrète». Influencé par le surréalisme et la négritude, Georges Coran va partir poursuivre ses études à Paris, à l'école Boulle, grâce à une bourse d'études au mérite. Il en sort diplômé en 1953, major de promotion. L'arrogante ambition des débuts flamboyants le pousse à écrire au directeur du Musée de la France d'outre-mer pour solliciter une exposition personnelle, qui est acceptée. En 1954, il devient le premier artiste martiniquais à y être exposé. L'année précédant l'exposition, Coran produit à un rythme industriel. Les tentures, épataantes de créativité, «révèlent un peintre de la réalité antillaise, attaché à l'expression de la vérité concrète : les souffles, les bruissements et les gestes de la vie



Délire et Paix de Georges Coran (1954). PHOTO CLAUDE CORA. CENTRE POMPIDOU

quotidienne...» analyse le chercheur et critique d'art Jean Marie-Louise. Parmi elles, *Délire et Paix*, dont le titre est une citation du poème d'Aimé Césaire *Au serpent*. Ce n'est pas la seule œuvre avec laquelle Coran rend hommage au poète. Le catalogue de l'exposition mentionne une autre tenture, *Toute obscurité m'est due*, nommée elle aussi d'après un vers de Césaire. Sa démarche artistique est indubitablement proche, avec sa peinture si expressive des réalités afro-caribéennes. Mais en exposant dans une institution coloniale, l'artiste prend un parti pris assimilationniste qui l'éloigne de facto des avant-gardes indépendantistes, même si la rétrospective est aussi un manifeste de l'identité caribéenne, et une critique explicite du doudouïsme, cette iconographie clichée des contrées tropicales chérie par la France impériale. A l'issue de l'exposition de 1954, il offre une de ses toiles au Musée de la France d'outre-mer, *les Coupeurs de cannes*, qui intègre le fonds du musée du Quai-Branly en 2006. Elle frappe, elle aussi, par sa puissance colorée, et sa repré-

sentation inédite du travail agricole local. La carrière de Coran semble lancée. Pourtant, moins de dix ans après, il bascule vers une forme d'introspection, voire d'isolement. Il se sépare de la prestigieuse galerie Charpentier, et cesse presque totalement de vendre pour se consacrer à son travail de recherche artistique. Peu à peu, il laisse tomber la peinture figurative pour la sculpture et l'abstraction. Ses postes d'enseignant à Boulle et aux beaux-arts de Douai lui permettent de vivre, et il s'enferme dans son atelier pour explorer ses obsessions, dont les syncrétismes religieux caribéens. Peut-être est-il alors à la recherche de sa propre histoire, celle d'un enfant qui aurait été abandonné sur les marches de la cathédrale de Fort-de-France.

Ombrageux. Il refuse la critique, rechigne à se frotter à ses pairs, mais reste proche d'Hélenon. En 2000, il sera exposé lors de la rétrospective de l'école négro-caraïbe à la galerie Bellint. C'est à cette occasion qu'il fera la connaissance du critique d'art Jean Marie-Louise, conseiller scientifique

de «Paris noir», qui a signalé le travail de Coran aux commissaires Alicia Knock et Aurélien Bernard.

«Ce n'est pas quelqu'un qui aurait pu faire mouvement», juge le critique, se rappelant le caractère ombrageux de l'artiste. Ironiquement, *Délire et Paix* est exposée dans une salle intitulée «Paris comme école». Pour exprimer «l'idée qu'à Paris, les artistes continuent leur formation, vont observer des œuvres dans les collections», explique Aurélien Bernard. Le tableau phare de Coran fait ainsi référence, dans sa composition, à *la Dame à la licorne*, tandis que le pouce et l'index pincés d'un personnage évoquent un portrait de Gabrielle d'Estrées. Avec ce geste, l'artiste entendait sans doute s'inscrire dans une histoire de l'art globale – exister au-delà d'un carcan identitaire.

LÉA MORMIN-CHAUVAC

PARIS NOIR. CIRCULATIONS ARTISTIQUES ET LUTTES ANTICOLONIALES, 1950-2000

Au centre Pompidou (75004) jusqu'au 30 juin.



Michael Cera (excellent), Benicio del Toro (assommant) et Mia Threapleton (très bien).

PHOTO TPS PRODUCTIONS.
FOCUS FEATURES

réduit trop facilement. Le cinéaste texan a largement montré depuis *Bottle Rocket* en 1996 sa science du récit, son amour profond des personnages, la fluidité et l'audace de ses tableaux. Alors comment diable en est-il arrivé à *The Phoenician Scheme* ?

Est-ce de la paresse ? De la précipitation ? Ou bien ce que l'on produit lorsqu'on atteint un certain niveau de notoriété, qu'on n'a plus besoin de faire le moindre effort pour qu'on vienne vous manger dans la main ? Soit un riche magnat de l'industrie, doublé d'un escroc redoutable (Benicio del Toro, incompréhensiblement assommant) qui passe son temps à échapper à des tentatives d'assassinat et décide, pour mettre sa fortune à l'abri et racheter ses fautes, de tout léguer à sa fille, nonne, qu'il n'a jamais connue (Mia Threapleton, très bien pour le coup). Mais à une condition : qu'elle l'aide dans son dernier coup financier, la construction d'un canal pour lequel il doit convaincre une demi-douzaine d'investisseurs méfiants qu'ils vont aller visiter

ensemble d'un bout à l'autre de la planète, flanqués d'un assistant-tuteur-majordome (Michael Cera, excellent). Rien qu'au pitch, on sent que ça patine et le résultat confirme. Une suite de scènes où l'empereur, sa femme et le petit prince vont trouver un tas de célébrités pour leur serrer la pince – défilent comme ça Tom Hanks, Bryan Cranston, Mathieu Amalric, Scarlett Johansson, dans une série de sketchs ni drôles ni même vaguement amusants, juste des moments d'agitation un peu vains (une confrontation finale grotesque avec Benedict Cumberbatch grimé en Landru karatéka), dont on décroche par ailleurs assez vite, l'intrigue et ses circonvolutions financières étant excessivement peu passionnantes. Restent une poignée de saillies burlesques et quelques explosions de dessin animé. C'est peu.

LELO JIMMY BATISTA

THE PHOENICIAN SCHEME
de WES ANDERSON
Avec Benicio del Toro, Mia Threapleton, Michael Cera... 1h 41.

«The Phoenician Scheme», la lose du businessman

Avec son défilé de stars, son intrigue financière pénible et son enfilade de sketches même pas drôles, le nouveau film de Wes Anderson s'agit dans le vide.

On est nombreux à avoir lu Hergé, à avoir joué aux Lego et aux Playmobil, à s'être inventé des forêts et des galaxies avec ce qu'on pouvait – quel que soit le contexte, les enfants trouvent toujours une sortie. Mais si on avait récupéré toutes ces histoires une fois adultes pour en faire des films,

il aurait fallu beaucoup les réécrire, les étoffer, pour obtenir un résultat valable – la spontanéité, l'improvisation, le génie de la trouvaille ne suffisent pas. Wes Anderson le sait. Ses films ont toujours été beaucoup plus que les maisons de poupées ou les cases de bandes dessinées appliquées auxquelles on le

«Another End», fins défuns

Une entreprise fait revenir les morts via des corps-hôtes, le temps de faire ses adieux, dans une fable SF sur-référencée mais émouvante.

Ca parle de quoi ? De deuil. Fin de la critique. Après quoi, «spoilers». Dans un monde d'anticipation cosmopolite, une entreprise baptisée *Another End* («une autre fin») fournit aux vivants le service très spécial de retrouver les défunt qu'ils pleurent

l'espace de quelques jours, pour se dire adieu. Les morts – leur âme ou leur logiciel – ressuscitent ainsi pour un temps limité grâce à l'interface de corps-hôtes volontaires à qui l'intelligence artificielle inocule la mémoire des disparus. Ils reviennent prendre congé si l'on veut. Seule-

ment sans en avoir conscience : les morts pensent qu'ils ne sont pas morts. Sal (Gael García Bernal), le héros triste et gris ayant perdu sa compagne dans un accident de voiture, sur les conseils de sa sœur Ebe (Bérénice Bejo), éminence médicale à *Another End*, en vient à céder à la tentation de ressusciter Zoé (Renate Reinsve).

Le deuil, qui doit figurer dans le top 5 des thèmes les plus traités au cinéma, a donné un grand nombre de films sublimes et puis quelques navets. Chacun verra ici midi à sa porte avec d'autant plus de facilité qu'*Another End* est un prétendant sérieux au nanar, le genre qui met à certains les larmes aux yeux et fait éclater les autres d'un rire nerveux. Vrai, l'extrême fin, ça ne va pas, les curseurs du nawak mystique ont explosé en vol comme cette poudreuse en caméra subjective. Mais le film de Piero Messina a beau prêter le flanc aux ricane-ments, référentiel à mort et ayant potassé ses anthologies

de science-fiction comme les succès chics de l'*elevated horror*, il résiste au claquage dans sa forme naïve d'y croire encore, et de viser le twist au carré, le «sur-twist», de parier encore sur la croyance du spectateur quand tout le monde connaît le truc. Il a l'aplomb paradoxal de sa forme de désespoir : la référence, hautement revendiquée par le film, c'est évidemment *Sixième Sens*, le film de M. Night Shyamalan. La présence d'Olivia Williams (qui jouait l'épouse de Bruce Willis) l'atteste, et l'actrice aggrave la fiction d'une tonalité déchirante unique, ayant publiquement annoncé qu'elle était malade. Cela redouble la mélancolie d'*Another End*. L'ontologie des acteurs fantômes.

Le deuil, forcément, sied à un genre plus qu'aux autres : le fantastique. Si dans le thriller il est juste de dire après Hitchcock que plus le méchant est bon plus le film est réussi, dans une œuvre fantastique c'est à la puissance

du fantôme qu'on mesure le pouvoir d'évocation émotionnelle. Le surnaturel, le spiritisme et les spectres y sont quintessentiels, paraissent sourdre du cinéma même. Les disparus sont plus intéressants s'ils réapparaissent. Le plus beau du genre est *l'Aventure de madame Muir*. Mais *Vertigo*, *Twin Peaks*, *Truly Madly Deeply*, *Starman*, *l'Amour à mort* (et sa phrase terminale : «*Nous resusciterons*») sont de sublimes œuvres de deuil. A la télé aussi, la mélancolie des fantômes existe : *Cold Case* ou *Buffy*. *Another End* a toute sa place parmi les films de deuil qui savent économiser leurs effets et atteindre à une sentimentalité nue, grâce entre autres au personnage bizarrement fonctionnel d'Ebe, en définitive le plus inhabituel et émouvant.

CAMILLE NEVERS

ANOTHER END
de PAOLO MESSINA
Avec Gael García Bernal, Renate Reinsve... 1h 58.



Zoé (Renate Reinsve), ressuscitée pour un temps limité. PHOTO DAMNED DISTRIBUTION

CINÉMA

«La Mitad de Ana», en pleine mère

Dans son premier long métrage, l'Espagnole Marta Nieto interprète avec délicatesse une femme divorcée qui, face aux questionnements de son fils transgenre, s'interroge sur sa propre identité.

Marta Nieto marqua l'année 2020 de sa présence fantomale dans un beau film secret, aussi dépouillé que *la Mitad de Ana* se révèle aujourd'hui discret (guettez-en les quelques salles) : cela s'appelait *En décalage* (*Tres* en espagnol), Nieto en était la protagoniste toute ouïe déboussolée, introvertie et déjà aux aguets. Elle offrait son beau visage-écran à des émotions sourdes, littéralement désynchronisées, sur le qui-vive, le désordre de sa perception tirait le film vers le fantastique, les sons lui parvenaient avec un temps de retard, en différé du danger qu'elle courait. Depuis, en 2022, Nieto est passée de l'autre côté du miroir. D'abord en réalisant un court métrage préparatoire, *Son*, suivi de *la Mitad de Ana*, qui en est le développement d'une heure et demie. Entre-temps, dans cette his-

toire d'une gamine (Sonia), en réalité un gamin tel qu'il s'est tôt identifié (Son), Nieto se donne le (mauvais) rôle, choisit d'interpréter la mère, Ana. Le portrait est fluctuant comme chemine le récit dissipé, sans autre drame que d'aller vers un inattendu *punctum* ébloui, le bouleversement final d'un croquis oublié.

Miroir. Le film est mouvant, sans point fixe ni milieu stable, car «la moitié d'Ana», c'est quoi ? «An» ? «Na» ? Le prénom palindrome fait ainsi flotter le film dans un va-et-vient indolent, entre la ville et la mer, entre le père et la mère séparés, les langues française et espagnole, la petite école et le petit appartement, le centre pour aide aux personnes trans et le musée Reina Sofia de Madrid où travaille Ana, surveillante dans la salle où trône un tableau surréaliste célèbre qui ne ressemble en aucun point au film, à la fonction purement discordante dans le décor et le style : *Un mundo*, peint en 1929 par une jeune femme de 18 ans, Angeles Santos. Par un curieux syndrome de Stendhal, Ana, sortie des beaux-arts mais qui a laissé ses toiles dans des cartons depuis longtemps, décroche du monde flou et atonal qui l'entoure en animant le tableau d'hallucinations translucides.

On se souvient de Sasha, la *Petite Fille* du documentaire de Sébastien Lifshitz, avec sa ma-

man menant en famille le combat de la transition de sa fille trans qui pleurait de colère et de chagrin face à son destin. La délicatesse de *la Mitad de Ana* vient de ce qu'il soit conçu du point de vue de la mère, de l'adulte et pas de l'enfance, sa déshérence à elle, son identité fluctuante à elle-même, sans reflet net, et de ce que l'atmosphère garde à une certaine distance la question de l'identité trans ou androgynie (type *Tomboy* ou *Girl*). C'est Ana qui devient, en miroir de l'identité de son fils, en transition comme en transaction avec ce qu'elle est. Ce qui justifie le beau titre anglais du film, *Becoming Ana*.

Il vaut d'écouter les films les moins tonitruants, souvent ceux-là durent, ténus, et persistent. Loin des festivals, *la Mitad de Ana* ne masque aucun de ses doutes, de reconnaître ne pas savoir (s'y prendre). La chronique semble filmée comme à travers un verre dépoli, s'attardant sur les flous et diffractions, les vides, les hésitations, avec quelques pointes de larsen qui secouent, à l'image de brèves hallucinations. L'initiation maternelle par l'enfant, touche à touche, fait correspondre à la dysphorie de genre la forme jamais fixe d'une succession d'ellipses. Non-fixité qui tient à la figure d'Ana, traversant le film avec une évidence somnambule, Nieto se filmant dans le même état de précarité suspendue – précarité

sociale, affective –, instable au cours des scènes, des plans, qui ne cherche rien qu'à donner une forme furtive à cette fluidité, aussi difficile à fixer que la transition de *son enfant*.

Beauté. «Comment tu t'amuses, toi?» sera la phrase déclic adressée à Ana par l'homme trans qui la conseille sur elle et son enfant. L'inconsistance de ce qu'elle persiste à être bloque une identité en attente, en puissance. Le précieux et discret premier film naît de cette révélation. Son, le fils, avance plus vite que sa mère.

La beauté dépolie de *la Mitad de Ana* doit moins à la toile tarabiscotée surréaliste du musée qu'à l'aquarelle impressionniste, effacée, dans un monde esquissé. Ana exauce le désir de son fils en lui dessinant ce petit garçon qu'il lui a demandé. Elle ne le comprendra que plus tard, à la fin, une fois sortie du musée, en contemplant, se détachant sur l'océan le modèle qu'elle a croqué, le portrait vivant de son garçon. L'hippocampe, le petit animal fabuleux, mi-cheval mi-poisson, qui fascine l'enfant et la mère, est une créature unisexée qui existe.

C.N.

LA MITAD DE ANA de MARTA NIETO avec Marta Nieto, Nahuel Pérez Biscayart... 1h 29.



La chronique semble filmée comme à travers un verre dépoli, s'attardant sur les flous et diffractions. PHOTO ELÁSTICA FILMS

Cordes tendues

Sophye Soliveau La harpiste et chanteuse, artisanne d'une musique hypnotisante et claire-obscur, se montre aussi volubile sur scène que taciturne à la ville.



Une chrysalide. Quelques fissures ici et là. Un papillon encore en pleine métamorphose dont on ne verra pas tellement la couleur tandis que l'on débarque à Marseille, ville où l'on n'avait jamais mis les pieds et où on a bien failli se perdre. Cela fait pas mal d'inconnues pour l'équation qu'est Sophye Soliveau. On avait pourtant déjà rencontré la chanteuse et harpiste, qui navigue entre «néo-soul» et jazz, à l'occasion de la sortie de son éblouissant premier album, *Initiation*, paru l'an dernier. Une chaleur certaine avait ponctué notre premier échange. Alors, ici, à Marseille, où elle s'est installée en début d'année pour

fuir la pression parisienne et embrasser la solitude, pourquoi parler d'inconnues ? Parce que le papillon dont on avait un brin touché les ailes du doigt a choisi de retourner dans sa chrysalide.

Sur un rooftop de la Canebière où elle a donné rendez-vous, il y a comme une intensité prise en étau alors que nous sommes au grand air avec vue quasi panoramique. Un entretien en dents de scie quand sa musique à elle est pleine, ronde, parfaitement ajustée. Eclats de rire retentissants, sourires confus, longs soupirs, accords parfaits ou notes dissonantes. Sans parler de moments suspendus où bataillent les

LE PORTRAIT

circonvolutions. Exemple : son âge. «*Trop d'assignations viennent avec l'âge... Je trouve que l'on a rarement des conversations intéressantes dès lors que l'on se base sur l'âge de son interlocuteur*», déroule-t-elle. On insiste tout au long de l'entrevue. Beaucoup trop, fait-elle remarquer. Même en «off», on prend. Elle lâche une date. 22 mai 1989... Vrai ou faux ? La chanteuse à la voix chaude et veloutée hausse les épaules. On lâche l'affaire.

Si la native de Clamart confie que ses parents sont nés en Guadeloupe, elle ne s'étend ni sur eux ni sur son environnement familial. «*Je n'ai pas envie d'en parler. Je préfère faire attention vis-à-vis des informations que je livre et qui concernent des personnes qui n'ont pas forcément envie d'être exposées. Ce n'est pas rien quand même...*» Pour sûr, il y a quelque chose de chaotique à cet endroit-là. La famille et ce «m» qui s'évanouit pour devenir «faille», pour reprendre Bladine Rinkel, ça nous connaît. On n'insistera pas plus. Quand on demande à Sophye Soliveau où elle a grandi, elle lance, dans un grand éclat de rire, qu'elle déteste ça, avant de pousser un «*wouh!*» entre douleur et soulagement. L'une des fissures finit par s'ouvrir un peu plus. Région parisienne. Hauts-de-Seine. A cet endroit-là, le chaos aussi peut-être ?

Elle a eu une éducation adventiste. C'est à l'église, où sa mère l'emmène enfant, qu'elle retrouve ce qui l'anime encore aujourd'hui : la musique, l'amour, la communion des choeurs, un espace où l'on peut «*détricoter ce qui peut se dérouler en soi*». Et puis, intervient les années au conservatoire dès l'âge de 10 ans – elle y découvre la harpe – en plus de l'écoute à donf de soul comme de r'n'b. Après un diplôme d'études musicales écoulé, elle met la musique de côté pendant deux bonnes années avant de se lancer dans moult aventures, allant de l'écriture d'arrangements instrumentaux pour des groupes de jazz fusion ou alors vocaux pour diverses chorales. Dont Maré Mananga, afroféministe, composé exclusivement de femmes noires. La voilà instrumentiste et cheffe de chœur, qui multiplie les jobs intérimaires pour payer son loyer.

«*Outre la famille, je n'avais pas l'habitude de me retrouver dans un groupe où il n'y avait que des personnes noires. Cela m'a permis de mieux exprimer mon individualité*», dit-elle à propos de Maré Mananga, chapitre clos l'an dernier. Il faut dire que toute musicienne noire qu'elle est, Sophye Soliveau compose largement avec le racisme. «*Tu joues de la harpe comme une sauvage, et c'est super*», lui a-t-on sorti un jour. «*Il n'y a pas que la couleur de peau*, précise-t-elle. «*J'ai ouvert, un soir, un concert avec un poème sur le thème de l'inceste, et le programmeur m'a ensuite dit qu'il avait été choqué, laissant entendre que ce sujet n'était important que pour moi. Et puis, ce même programmateur me retrouve dans ma loge avec ceux qui m'accompagnent et sort "La Guadeloupe en force ce soir!" parce que nous sommes tous noirs.*» Etre une femme dans le milieu de la musique l'a aussi confrontée aux violences sexistes et sexuelles. «*Je me suis retrouvée à devoir gérer des informations extrêmement violentes sur des musiciens collaborateurs. C'est épaisant et ça prend la place de la musique.*» Elle fait donc appel, fin 2024, à Marie Dasylva, coach de vie en entreprise pour femmes racisées, pour mieux réagir, faire face, évoluer.

Sophye Soliveau admet aussi que le pessimisme et la dépression planent constamment au-dessus d'elle. Celle qui pratique le qigong et s'est tournée vers la médecine chinoise pour apaiser angoisses et crises de panique confie être atteinte de lupus. Est-ce de là que viennent les taches sur son visage qui forment, tiens donc, comme deux ailes d'un papillon ? Elles lui confèrent un certain charisme. «*Je n'ai pas envie d'en parler aujourd'hui.*» On dirait une funambule happée par la peur de tomber dans le vide. D'où la quête de l'équilibre permanent, sans doute. Maîtriser les va-et-vient et «*la danse*» entre le chant et le jeu à la harpe, deux disciplines qu'elle s'attache à harmoniser – exploit tant physique qu'intellectuel. Jongler avec le lâcher-prise et la préservation. Trouver une assise confortable au cœur des entre-deux. Martin Dust, son ami, artiste, fondateur et maître de cérémonie du Cabaret de poussière : «*Sophye est une écorchée et d'une intensité rare. Elle est brute dans son art et donne tout. Elle ne triche jamais.*»

Ce mois de mai, la musicienne s'en va cultiver son propre répertoire au festival Jazz sous les pommiers, en plus d'une date, en juillet, qu'elle juge «*surréaliste*» : précédé Herbie Hancock à Jazz à Juan. Plutôt que se raconter, elle dit chercher à «*partager du love*». Sa personne, elle la met avant tout au service de sa musique. Alors, parler de sa vie sentimentale... Elle se confie un brin avant de rétropédaler, soixante-douze heures plus tard, par le biais de son équipe de com.

On la recroise deux heures après sur le quai de la gare, prête à embarquer, comme nous, dans le TGV qui s'en va vers Paris. Ecouteurs dans les oreilles, un livre à la main. Qu'écoute-t-elle ? Que lit-elle ? Son regard lance qu'il n'y a pas intérêt à poser d'autres questions. On le conçoit. L'exercice était trop frontal, trop éprouvant. Et puis, on se rend compte qu'on a un semblant de réponse. Alors qu'elle prépare une création autour de Maya Angelou, elle nous aura confié lire actuellement son œuvre, notamment «*dans le train*». *Phenomenal Woman*, peut-être ? C'est un peu de ce qu'elle est. Quoique... Disons plutôt *Difficult Women* façon Roxane Gay. C'est qu'il y a chez Sophye Soliveau quelque chose de l'ordre de la survie portée par un feu incandescent. ➔

Par KATIA DANSOKO TOURÉ
Photo YOHANNE LAMOULÈRE
TENDANCE FLOUE

2023-2024 Résidence à la Dynamo de Banlieues bleues.

2024 1^{er} album, *Initiation*.

29 mai 2025 Concert Jazz sous les pommiers.

19 juillet 2025 1^{re} partie de Herbie Hancock à Jazz à Juan.